



DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE

COMMUNE

DE

# SAINTE-CROIX- DE-MAREUIL



Communauté de communes du « Pays de Mareuil en Périgord »

## CARTE COMMUNALE

Prescrite par une délibération du conseil communautaire	26 janvier 2005
Mise à l'enquête publique par arrêté du Président du conseil communautaire	24 Septembre 2007
Approuvée	

Vu pour être annexé  
à l'arrêté préfectoral du 30 MAR. 2010

Le Sous-Prefet,

Kenny JEAN-MARIE

Pièce n°1 : Rapport de présentation

## SOMMAIRE

INTRODUCTION .....	4
RAPPEL JURIDIQUE .....	4
Le Régime juridique des Cartes Communales .....	4
Modalités d'élaboration .....	4
Composition du dossier .....	4
 A. DIAGNOSTIC .....	6
1 - Présentation de la Commune .....	6
- Situation géographique .....	6
- Caractères physiques, description des milieux .....	7
- Facteurs de transformation du paysage .....	7
L'agriculture .....	7
Le tourisme et le patrimoine .....	8
L'urbanisation .....	8
Les routes et activités .....	8
2 - Analyse quantitative de l'évolution récente .....	9
- Evolution de la population de la Commune .....	9
L'évolution de la population de 1962 à 1999 .....	9
Les jeunes et les seniors .....	10
La Commune dans son environnement .....	10
- Evolution de la population active .....	11
La population active .....	11
Où vont travailler les habitants de la Commune ? .....	11
- Evolution des constructions et de l'habitat .....	12
Le neuf et l'ancien .....	12
Le confort des logements et leur ancienneté .....	12
Les propriétaires et les locataires .....	13
- Evolution de la pression foncière .....	14
- Evolution de l'activité agricole .....	15
- Evolution de l'artisanat et du commerce .....	15
3 - Analyse de l'état initial de l'environnement .....	17
4 - Analyse des besoins de la commune .....	17
 B. LES CHOIX DE LA COMMUNE .....	18
1 - Les orientations suivantes ont été retenues : .....	18
2 - Caractéristique des terrains de la zone U .....	19
3 - Caractéristique des terrains de la zone N .....	19
4 - Détail des secteurs concernés par la zone U .....	20
5 - Répartition des surfaces construites et constructibles .....	21

# INTRODUCTION

## RAPPEL JURIDIQUE

### Le Régime juridique des Cartes Communales

Les Articles L.124-1, L.124-2, L.124-3, L.124-4 du Code de l'urbanisme précisent le caractère législatif de la Carte Communale et lui confèrent le statut de document d'urbanisme (donc opposable aux tiers) notamment par le fait que :

- elle se situe dans le Titre II Livre I<sup>er</sup> du Code de l'urbanisme au même titre que le Schéma de Cohérence Territorial et que le Plan Local d'Urbanisme ;
- elle est soumise à enquête publique avant son approbation par le Maire et le Préfet conjointement ;
- elle a désormais un caractère permanent ; le délai de validité limité à 4 ans étant supprimé ;
- elle permet aux communes d'établir une simple cartographie délimitant les zones constructibles et les zones naturelles ;
- la commune dotée d'une carte communale pourra, si elle le souhaite, décider de prendre la compétence pour délivrer les permis de construire, dans les mêmes conditions que les communes dotées d'un PLU.

Selon l'article L.124-2 du Code de l'urbanisme, elle doit être compatible, « s'il y a lieu, avec les dispositions du schéma de cohérence territorial, du schéma de secteur, du schéma de mise en valeur de la mer, de la charte du parc naturel régional, ainsi que du plan de déplacements urbains et du programme local de l'habitat ».

### Modalités d'élaboration

La procédure d'élaboration est conduite par le Maire ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale; le Conseil Municipal ayant décidé l'élaboration de la Carte Communale.

### Contenu du document

En vertu des articles L.124-1 et L.124-2 du Code de l'urbanisme, les Cartes Communales doivent :

- préciser les modalités d'application des règles générales d'urbanisme définies par les articles R.111-1 à R.111-24 du Code de l'urbanisme ou Règlement National d'Urbanisme (RNU) ;
- délimiter les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

### Composition du dossier

Il comporte 2 pièces :

- Le rapport de présentation
- Le plan de zonage

Le rapport de présentation : (Art. R.124-2 du Code de l'urbanisme)

Il analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique.

Il explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L.110 et L.121-1 du Code de l'urbanisme, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées.

Il évalue l'incidence des choix de la Carte Communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte sa préservation et sa mise en valeur.

Les documents graphiques :

En vertu de l'article R.124-3 du Code de l'urbanisme, ils « délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne sont pas autorisées, à l'exception de l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Ils peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'un secteur d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

Ils délimitent, s'il y a lieu, les secteurs dans lesquels la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre n'est pas autorisé.

Dans les territoires couverts par la Carte Communale, les autorisations d'occuper et d'utiliser le sol sont instruites et délivrées sur le fondement des règles générales de l'urbanisme définies au chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> ... ».

parcelles, de leur éloignement...C'est pourquoi, il est fréquent de trouver les boisements sur les coteaux qui bordent les vallées.

- Par ailleurs, le morcellement foncier ne favorise pas le renouvellement des peuplements forestiers. Peu exploitée, la forêt devient ainsi moins accueillante car impénétrable. Le petit patrimoine bâti comme les murailles, les cabanes en pierres sèches, ..., risque d'être perdu à terme car inaccessible.

### Le tourisme et le patrimoine

Le tourisme et les loisirs ont généré des effets paysagers positifs, la présence d'un parc important de résidences secondaires (près de 23%) participant au maintien d'un patrimoine, qui, en beaucoup de lieux, aurait été abandonné.

Cet effet positif est néanmoins minimisé là où ces résidences secondaires occupent de vastes espaces dont l'entretien s'avère parfois difficile pour des utilisateurs temporaires, souvent présents seulement quelques semaines dans l'année.

### L'urbanisation

L'habitat récent dans les espaces ruraux a été favorisé ces dernières décennies par une offre foncière abondante, et le développement de l'automobile. Il s'en est suivi un certain type « d'exode urbain », depuis les principaux pôles vers l'espace rural. Il s'agit d'un habitat diffus et consommateur d'espace, souvent en concurrence avec un monde agricole susceptible de pouvoir cultiver cet espace.

Plusieurs effets sur les paysages sont à souligner :

- Il y a peu d'habitations récentes qui se rattachent au tissu bâti groupé d'un bourg ou de villages, et s'intégrant par l'utilisation de matériaux ou de volumes traditionnels.
- Il y a de nombreuses maisons individuelles implantées en situation isolée, employant des matériaux standardisés, et d'un volume inférieur à celui des constructions traditionnelles. Les volumes bâtis de ces dernières années sont en effet généralement petits, et simples, par rapport à la complexité des hameaux et fermes anciens.
- Le patrimoine bâti est depuis environ un siècle une composante stable du paysage. L'introduction massive de maisons individuelles récentes est de nature à diminuer la force de ce patrimoine bâti ancien dans l'espace rural.

### Les routes et activités

La Commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL est traversée par une route départementale située au Nord de la commune, la RD n°939 de PERIGUEUX à LA ROCHELLE, classée « à grande circulation » et par la route départementale n°99 de RIBERAC à SAINT-SEVERIN, qui n'est pas classée grande circulation.

Les axes routiers engendrent une urbanisation linéaire hétérogène le long du réseau primaire.

Ce phénomène a un effet négatif sur les paysages qui ne doit pas être accentué dans le projet de Carte Communale car d'une part, la concentration linéaire crée une qualité disparate de paysages et, d'autre part, les paysages perçus depuis la route peuvent être masqués ou filtrés par des éléments gênants, tels que constructions, haies, clôtures, etc.

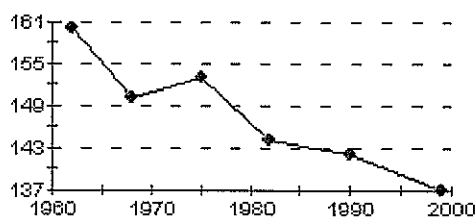
Cependant, la configuration des hameaux de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL échappe à cette linéarisation de l'urbanisation, puisqu'ils ne sont pas situés le long des routes départementales.

## 2 - Analyse quantitative de l'évolution récente

### - Evolution de la population de la Commune

Le recensement effectué en 1999 montre que le nombre d'habitants de la Commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL ne cesse de décroître depuis plus de quarante ans. En effet, en 1999, SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL compte 140 habitants dont 71 hommes et 69 femmes, soit une densité de 11 habitants au km<sup>2</sup>. En 1990, la commune comptait 142 habitants, en 1982, 144, en 1975, 153 et en 1968, 150.

Evolution de la population



Source : Insee, recensements de la population

Les perspectives laissent tout de même entrevoir une stabilisation de la population dans les années à venir, notamment du fait de la forte proportion du nombre de jeunes de moins de 19 ans et de la relativement forte demande de permis de construire en général sur le territoire communal.

### L'évolution de la population de 1962 à 1999

De 1962 à 1968, le nombre d'habitants de la Commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL décroît, puis il réaugmente de 1968 à 1975, pour baisser à nouveau de 1975 à nos jours. Sur l'ensemble de la période, la population a baissé de plus de 6%.

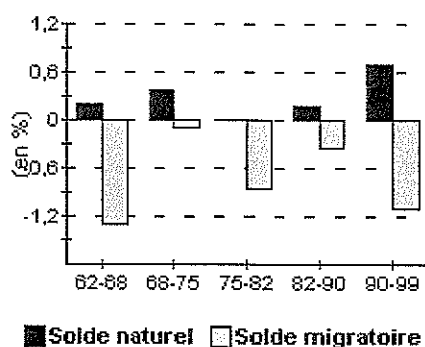
Le solde migratoire fluctue, mais reste négatif et illustre la tendance à la désertification de la commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL.

Toutefois, le solde naturel est positif depuis 40 ans sur le territoire communal.

Aujourd'hui, à la veille des résultats du recensement 2005, l'avenir de la Commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL devrait se stabiliser. C'est pourquoi, le projet de la carte communale se fonde tout particulièrement sur les résultats du recensement de 1999, mais tient compte, tout de même, de l'évolution possible de la population communale.

Composantes du taux de variation

Taux annuel moyen



Source : Insee, recensements de la population

## Les jeunes et les seniors

Tranche d'âge	% Habitants SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL	% Habitants Département Dordogne
De 0 à 19 ans	26,43 %	20,19 %
De 20 à 39 ans	22,14 %	22,76 %
De 40 à 59ans	22,14 %	26,50 %
De 60 à 74 ans	16,43 %	18,70 %
75 ans et +	12,86 %	11,85 %

Les 37 jeunes de moins de 20 ans représentent 26,43 % de la population. Cette proportion est de 20,19 % dans le département. A l'opposé, les 18 personnes qui ont 75 ans ou plus représentent 12,86 % de la population alors que la proportion n'est que de 11,85 % dans le département.

A ce jour, la population retraitée de la commune représente 29,29 % de la population totale.

## La Commune dans son environnement

La commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL appartient au canton de MAREUIL-SUR-BELLE qui compte 3 421 habitants, pour une superficie de 225 km<sup>2</sup>. Sa densité est donc de 15 habitants au km<sup>2</sup>. Les habitants de la commune représentent 4,09 % des habitants du canton.

La commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL appartient à l'arrondissement de la sous-préfecture de NONTRON. L'arrondissement regroupe 41 782 habitants, soit une densité de 26 habitants au km<sup>2</sup>. La population de la Commune en représente donc moins de 0,34 %. Celle de l'arrondissement a également connu une baisse significative par rapport au recensement précédent. En neuf ans, depuis 1990, l'arrondissement a perdu 1 967 habitants.

Dans l'ensemble du département, la population est passée de 386 365 habitants en 1990 à 388 293 habitants en 1999 ; soit un gain de 1 928 habitants.

La commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL fait partie de la Communauté de Communes « Pays de Mareuil en Périgord », dont le siège social est à MAREUIL SUR BELLE et qui regroupe les 14 communes suivantes :

- MAREUIL SUR BELLE
- BEAUSSAC
- CHAMPEAUX ET LA CHAPELLE POMMIER
- LES GRAULGES
- LEGUILLAC DE CERCLES
- MONSEC
- PUYRENIER
- LA ROCHEBEAUCOURT
- RUDEAU-LADOSSE
- SAINT-CREPIN DE RICHEMONT
- SAINTE-CROIX DE MAREUIL
- SAINT-FELIX DE BOURDEILLES
- SAINT-SULPICE DE MAREUIL
- VIEUX MAREUIL.

L'élaboration de la carte communale de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL s'inscrit donc dans le projet intercommunal et prend en compte les besoins de la communauté de communes.

La communauté de communes « Pays de Mareuil en Périgord » compte 3 500 habitants et SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL représente 0,04% de la population intercommunale.

Elle s'étend sur une superficie d'environ 22 797 hectares. Le territoire de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL en représente 0,05%.

## **- Evolution de la population active**

### **La population active**

Parmi les 140 habitants de la Commune, 48 personnes sont actives : 29 hommes et 19 femmes. Au moment du recensement, 4,17% de ces actifs cherchent un emploi et 95,83 % travaillent. Parmi ces 46 personnes qui ont un emploi, 11 exercent une profession à leur compte ou aident leur conjoint ; les autres sont salariées. Seuls 28,26% des actifs exercent dans la Commune ; 33 personnes vont travailler en dehors de la commune, dont 12 hors du département.

Dans l'arrondissement, la population active est de 16 419 personnes. Parmi elles, 1 806 cherchent un emploi, ce qui représente un taux de chômage de 11 %. Dans le département, le taux de chômage est de 13,1 %.

	Commune	Arrondissement	Département
<b>Population active</b>	48	16 419	163 162
hommes	29	9 065	87 482
femmes	19	7 354	75 680
<b>Population active ayant un emploi</b>	46	14 613	141 251
salariés	35	10 815	112 776
non salariés	11	3 756	28 475
<b>Chômeurs</b>	2	1 806	21 373
<b>Taux de chômage (%)</b>	4,17%	11 %	13,1 %

Source : Insee, recensement de la population 1999

La population active regroupe l'ensemble des personnes qui ont un emploi ou qui en cherchent un. Les apprentis et les stagiaires en entreprise sont comptés dans la population active ayant un emploi. On distingue les salariés et les personnes non salariées ; ces dernières travaillent à leur compte ou aident un membre de leur famille dans sa profession. Le taux de chômage est la proportion dans la population active de personnes qui ont déclaré chercher un emploi.

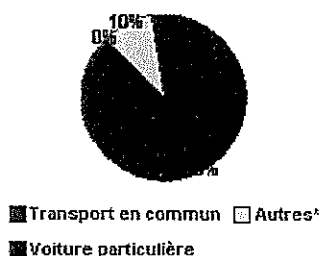
### **Où vont travailler les habitants de la Commune ?**

	Dans la commune de résidence	Dans une autre commune du même département	Hors du département
<b>Nombre d'actifs travaillant...</b>	13	21	12
<b>Pourcentage d'actifs travaillant...</b>	28,26 %	45,65 %	26,09 %

Source : Insee, recensement de la population 1999

Les exploitations agricoles, ainsi que les deux activités artisanales expliquent que 28,26% des actifs ayant un emploi travaillent sur le territoire communal de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL.

Modes de transport domicile-travail  
Actifs ayant un emploi



\* Autres : marche à pied, deux roues, plusieurs modes de transport

Source : Insee, recensements de la population



Selon l'Insee, 82,6% des actifs soit 38 personnes possèdent un seul mode de transport (pour 78,3 %, il s'agit d'une voiture particulière).

13% des actifs n'ont pas de moyen de transport et 2,2% marchent à pieds.

### **- Evolution des constructions et de l'habitat**

La Commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL, à l'écart de toute voie de communication importante est représentative d'une forme d'habitat dispersé.

L'urbanisation s'est développée en plusieurs endroits du fait de la présence d'exploitations agricoles et le long des routes les plus significatives.

### **Le neuf et l'ancien**

En 1990, la commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL comptait 85 logements dont 50 résidences principales et 14 logements vacants.

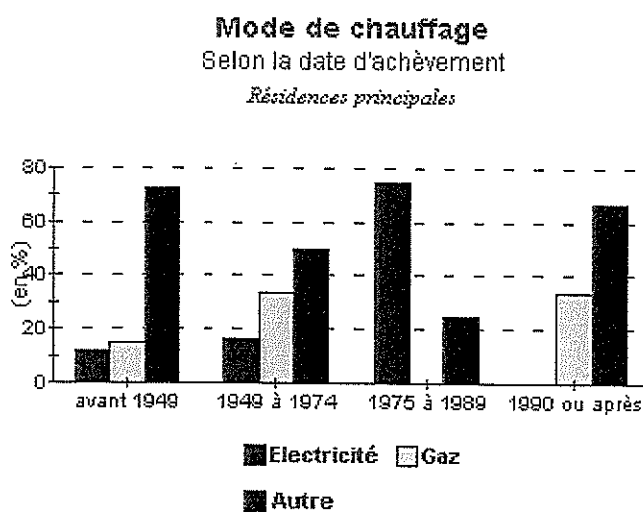
Lors du recensement de 1999, la commune comprend 74 logements : 53 résidences principales et 17 résidences secondaires ou occasionnelles (au moment du recensement, 4 logements sont déclarés vacants).

Le parc de logement est relativement ancien. En effet, près de 80% des logements datent d'avant 1974. Peu de nouveaux logements (8,10%) ont été construits depuis 1990.

### **Le confort des logements et leur ancienneté**

Les installations sanitaires et le moyen de chauffage sont des éléments objectifs d'appréciation de la qualité des logements : la quasi-totalité des résidences principales (90,56%) ont au moins une baignoire ou une douche.

Pour autant, le chauffage au bois reste très présent puisque plus de 32,07 % des résidences principales utilisent ce combustible. Les chauffages électrique et au gaz se développent sensiblement depuis les années quatre-vingt.



*Source : Insee, recensement de la population 1999*

Plus de 66 % des résidences principales possèdent au moins 4 pièces.

Le nombre moyen de personnes par logement est de 2,6 (*recensement 1999*) sur le territoire communal. Ce chiffre diminue par rapport à 1990 (2,8) et par rapport au recensement de 1982 (2,9).

Pour le département ce chiffre est de 2,3 et à titre d'exemple, pour une ville comme NONTRON, sous-préfecture de la Dordogne, ce chiffre est de 2,2 et pour une ville comme PERIGUEUX, préfecture de la DORDOGNE, ce chiffre est de 1,9.

L'écart entre SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL et NONTRON ou PERIGUEUX est très représentatif de la différence entre le mode de vie « campagne / ville ». Mais, aujourd'hui, cet écart est de moins en moins prégnant, phénomène lié en grande partie, au rapprochement des modes de vie des ruraux et des urbains, et, à la proximité de PERIGUEUX

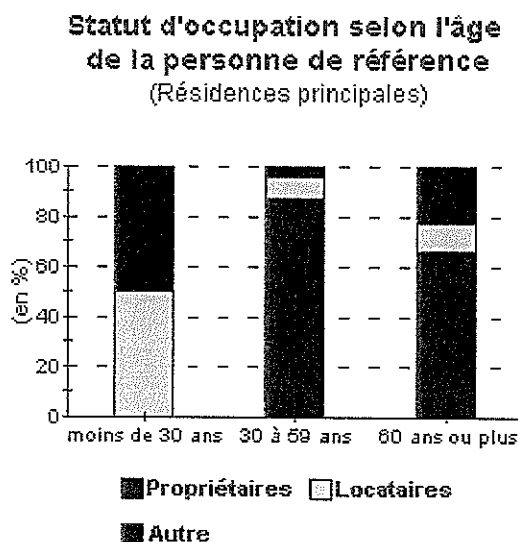
### Les propriétaires et les locataires

Sur le territoire communal, la quasi-totalité des résidences principales et secondaires est constituée de maisons individuelles (91,9%). Seuls, 6 logements sont dans un immeuble collectif.

La grande majorité des habitants de la Commune est propriétaire de son logement, soit 73,6 % des ménages.

Six logements sont donnés en location par leurs propriétaires, ce qui représente 11,3 % des ménages.

Huit logements sont habités gratuitement.



Source : Insee, recensement de la population 1999

### **- Evolution de la pression foncière**

L'octroi de permis de construire pour des maisons neuves est irrégulier sur la commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL, de même pour toutes les demandes de documents d'urbanisme.

#### **La pression foncière sur les 10 dernières années**

<b>Année</b>	<b>Notes de renseignements d'urbanisme</b>	<b>Déclarations de travaux</b>	<b>Certificats d'urbanisme</b>	<b>Permis de construire</b>	<b>PC pour maisons individuelles</b>
1996	2	0	1	1	1
1997	1	0	0	3	0
1998	3	2	0	8	0
1999	1	2	0	1	0
2000	3	1	2	3	3
2001	0	0	1	0	0
2002	1	1	1	4	0
2003	3	3	2	1	0
2004	3	1	4	4	1
2005	0	2	1	3	1
2006	2	2	5	3	0
2007	1	0	0	6	4

## **- Evolution de l'activité agricole**

Les données indiquées dans le présent chapitre proviennent du Recensement agricole 2000.

Le nombre d'exploitations était de 10 en 1988 et en 2000 dont 4 professionnelles. En 2005, il n'y a plus que 9 exploitations sur la commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL.

Ces dernières ont nécessité la mise en place de cinq périmètres de protection d'un rayon de 100 mètres autour des stabulations.

Le nombre d'exploitations a chuté mais parallèlement la superficie agricole utilisée, par exploitant, a considérablement augmenté.

Aujourd'hui, la plupart des exploitations agricoles recensées sur la Commune sont orientées vers les céréales et l'élevage.

L'âge moyen des chefs d'exploitation est d'environ 48 ans. En 2000, ils sont 11 sur la commune, pour un nombre total d'actifs de 13 équivalents temps plein.

La superficie agricole exploitée est de 717 hectares dont 413 hectares de terres labourables et environ 300 hectares toujours en herbe.

Le maintien des activités agricoles sur la Commune nécessite de bien définir les zones à urbaniser, afin de ne pas pénaliser l'activité de ces exploitants par la création d'enclaves à l'intérieur de leurs exploitations.

Ainsi, des périmètres de protection ou d'inconstructibilité d'un rayon 100 mètres ont été mis en place dans le projet de Carte Communale autour des stabulations et aucune zone constructible n'a été mise en place à proximité.

Il est rappelé qu'il existe deux installations classées soumises à déclaration liées à l'élevage sur la Commune. Elles se situent aux lieux-dits « Les Forgerons » (Le Bourg) et « Ambelle ».

## **- Evolution de l'artisanat et du commerce**

Aucun commerce n'est présent sur la commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL, mais deux artisans ayant une entreprise de maçonnerie sont recensés sur le territoire communal. L'un embauche 3 personnes.

La commune de MAREUIL-SUR-BELLE, proche de celle de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL, est le lieu où s'effectuent la majeure partie des achats.

Il convient de veiller tout particulièrement à la pérennité de ces activités artisanales pour éviter d'accentuer la tendance à la désertification de la commune.

Par ailleurs, une exploitation de calcaire est située au lieu-dit « La Pinassière ». Cette usine Charges Minérales du Périgord emploie une cinquantaine de personnes et a des projets d'extension qu'il convient de prendre en compte dans le projet de carte communale, pour ne pas freiner son développement.

Source :  
Carte IGN



SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL - Carte au 1/25.000 (Copyright I.G.N.) -

## **B. LES CHOIX DE LA COMMUNE**

La forte disponibilité de terrains et les besoins nouveaux affirmés par les familles voulant accéder à la propriété, ont permis d'engager une réflexion pour définir les objectifs communaux, et maintenir le bénéfice des efforts d'investissements déjà réalisés.

Les prévisions en matière de constructions à usage d'habitation restent modestes pour la Commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL qui souhaite mener une politique mesurée en matière d'habitat pour les années à venir. Cependant, le nombre de terrains à bâtir dégagés par le projet de Carte Communale doit pouvoir répondre à la demande actuelle.

La Commune souhaite assurer un développement harmonieux de tout le territoire et profiter des investissements déjà réalisés en matière de voirie et de réseaux. C'est pourquoi, l'urbanisation sera étendue autour du Bourg et des hameaux déjà urbanisés.

Le Conseil Municipal a ainsi défini un certain nombre de priorités.

Dans le cadre de l'article L.121-1 du Code de l'urbanisme, le projet communal recherche notamment :

- un équilibre entre le développement de l'espace rural et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, ainsi que la protection des espaces naturels et des paysages ;
- des capacités de construction adaptées ;
- l'utilisation économe de l'espace rural et la préservation des milieux, sites et paysages naturels, la sauvegarde du patrimoine bâti, la prévention des risques, pollutions et nuisances de toute nature.

### **1 - Les orientations suivantes ont été retenues :**

- 1 Favoriser l'implantation de familles nouvelles notamment les jeunes ménages, dans des zones favorables à la construction d'habitation réparties sur le territoire communal en liaison avec les maisons existantes et les villages.
2. Conforter l'urbanisation existante en étendant la zone constructible autour du Bourg et des hameaux urbanisés.
3. Respecter les espaces naturels dont les zones boisées qui occupent une majeure partie de la Commune.
4. Préserver les espaces agricoles et cerner les stabulations d'un périmètre de protection de 100 mètres de rayon.
5. Mettre en place une zone UY pour permettre le développement de l'usine.

Le projet de Carte Communale affirme la volonté de la municipalité de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL et de la communauté de communes du Pays de Mareuil en Périgord d'œuvrer pour un développement harmonieux de la Commune et de pérenniser sur le territoire l'habitat et l'activité économique.

Elle a pour cela défini deux types de zones.

## 2 - Caractéristique des terrains de la zone U

A l'intérieur de ces secteurs, **les constructions sont autorisées**. Les autorisations d'occuper ou d'utiliser le sol sont délivrées sur le fondement des règles générales de l'urbanisme définies au chapitre 1<sup>er</sup> du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Urbanisme (Règlement National d'Urbanisme).

Les services de la Direction Départementale de l'Équipement de la Dordogne rappellent que par convention, ces secteurs incluent les périmètres de tous les bâtiments à usage d'habitation situés en secteur « N ». Autour de ces habitations, la construction de bâtiments annexes de type garage, abri de jardin ou piscine, de dimensions modestes par rapport au bâtiment principal suivant la jurisprudence, pourra être autorisée : les demandes seront instruites conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles d'ordre public relatifs à l'insertion paysagère et architecturale, la sécurité et la salubrité, la protection de l'environnement et de l'activité agricole.

La profondeur moyenne des terrains constructibles a été généralement fixée à environ 40 mètres.

### - Caractéristique des terrains de la zone UY

Le plan de zonage comprendra des secteurs réservés à l'implantation d'activités, notamment celles incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

Ainsi, une zone UY a été mise en place au lieu-dit « La Pinassière » ; elle a uniquement vocation à accueillir des constructions liées à des activités commerciales, artisanales ou industrielles.

## 3 - Caractéristique des terrains de la zone N

A l'intérieur de ces secteurs, **les constructions ne sont pas autorisées**, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Afin de ne pas gêner l'extension éventuelle des exploitations agricoles existantes, il a notamment été défini et inclus dans cette zone, des rayons de 100 mètres, créant des zones inconstructibles, autour des bâtiments d'exploitation agricole.

De même, il a été décidé de ne pas inclure dans la zone constructible des terrains pourtant situés à proximité de certains hameaux mais ayant une valeur agricole certaine. L'activité agricole restera encouragée sur ces terrains.

Les hameaux susceptibles d'être concernés par une zone N autour des stabulations sont :

- Montplaisir,
- Le Bourg, (Les Forgerons)
- Ambelle,
- Teillet,
- La Forêt.

## 4 - Détail des secteurs concernés par la zone U

Les hameaux où les zones constructibles ont été étendues sont :

- **La Durantie (1,30 ha constructible disponible)**

L'extension de la zone constructible tient compte de la topographie du terrain et n'a pas été étendue jusqu'à la voie communale n°3.

Il est rappelé que la SA CESAR est autorisée par un arrêté préfectoral n°02-0414 du 8 Mars 2004 à exploiter une carrière à ciel ouvert de grès ferrugineux pour une durée de 10 ans, au lieu-dit « La Durantie ».

- **L'Echanleuil (1,40 ha constructible disponible)**

Le caractère architectural, environnemental et paysager du hameau devra être préservé. Ainsi, il sera nécessaire de consulter Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France ou un architecte-conseil du CAUE ou de l'équipement pour tout permis de construire.

Il est rappelé que la SA CESAR est autorisée par un arrêté préfectoral n°02-0414 du 8 Mars 2004 à exploiter une carrière à ciel ouvert de grès ferrugineux pour une durée de 10 ans, au lieu-dit « L'Echanleuil ».

- **Verdinas (3,00 ha constructibles disponibles)**

Le caractère architectural, environnemental et paysager du hameau devra être préservé. Ainsi, il sera nécessaire de consulter Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France ou un architecte-conseil du CAUE ou de l'équipement pour tout permis de construire.

- **Beauchaud (1,80 ha constructible disponible)**

Le caractère architectural, environnemental et paysager du hameau devra être préservé. Ainsi, il sera nécessaire de consulter Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France ou un architecte-conseil du CAUE ou de l'équipement pour tout permis de construire.

- **Le Bourg (2,60 ha constructibles disponibles)**

Un droit de préemption au bénéfice de la commune devrait être mis en place. Il est de 1,50 hectare. Il est situé derrière la salle des fêtes et est destiné à recevoir des habitations.

Les abords de la route qui relie le Bourg à « Verdinas » sont qualifiés de « Zone de Gestion de l'Urbanisation » par le Plan de la Charte du PNR, c'est-à-dire devant l'objet d'une attention particulière pour éviter une urbanisation linéaire.

- **La Neuillie (2,90 ha constructible disponible)**

La zone constructible mise en place n'a pas été étendue au-delà des 100 mètres préconisés par les syndicats d'eau et d'électrification. La desserte des terrains est assurée par des voies dont la largeur est d'au moins 3 mètres. Enfin, la zone constructible mise en place conforte le hameau existant en comblant les dents creuses.



### -Détail des secteurs concernés par la zone UY

- **La Pinassière (5.85 hectares constructibles disponibles)**

Cette zone a été mise en place pour tenir compte des projets d'agrandissement de l'usine <<Charges Minérales du Périgord>>. Elle doit intégrer des bassins et un nouveau parking de voitures.

Les terrains concernés, au Nord de la route, par cette zone UY, sont occupés, selon le PNR, par des pelouses calcaires qui ont été incluses, du fait de leur intérêt botanique, dans le périmètre de la ZNIEFF << Coteaux calcaires de la Rochebeaucourt >>. Toutefois, étant donné l'intérêt stratégique du site et ses enjeux économiques, le périmètre de la ZNIEFF pourra être révisé.

Toute demande d'autorisation d'installation classée devra être soumise à la DRAC pour avis et pour des mesures de détection, de conservation ou de sauvegarde du patrimoine culturel. En effet, des vestiges de faune pléistocène ont été découverts en 1990 dans les carrières de <<la Pinassière>>.

### **5-Répartition des surfaces construites et constructibles**

La répartition des surfaces déjà construites ou constructibles dans la zone U de la Carte Communale figure dans le tableau ci-dessous :

<b>ZONE</b>	<b>SURFACE DEJA URBANISEE</b>	<b>SURFACE URBANISABLE</b>	<b>SURFACE TOTALE DE LA ZONE</b>
<b>U</b>	12ha 40a	12ha 47a 33ca	15ha 12a 33ca
<b>UY</b>	2ha 65 a	3ha 20a 96ca	5ha 85a 96ca

Les 13 hectares constructibles sont légèrement inférieurs aux besoins de la commune estimés à quinze hectares.

## **C. EVALUATION DE L'INCIDENCE DES CHOIX**

### **1 - L'activité économique – Prévisions de développement**

#### **- Agriculture et forêt**

Agriculture et boisements forestiers façonnent le paysage non bâti, et déterminent la qualité de la perception paysagère. Celle-ci dépend de l'alternance entre espaces ouverts, mis en place et maintenus par l'activité agricole, et espaces fermés. En outre, il est nécessaire de veiller au respect d'une certaine biodiversité, notamment dans des milieux naturels humides, en bord de ruisseaux, menacés par l'abandon de l'entretien traditionnel.

C'est pourquoi, le développement de l'urbanisation ne doit pas se faire au détriment du gérant principal de l'espace rural qu'est l'agriculteur.

Il a été choisi, lors de l'établissement de la Carte Communale, de privilégier le maintien d'une activité agricole sur les terrains les plus favorables à cette activité.

#### **- Artisanat, commerce, services et industrie**

L'activité artisanale de la commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL se limite à l'existence de deux maçons.

Toutefois, une usine est présente sur le territoire communal. Elle emploie une cinquantaine de personnes.

En mettant en place la zone UY, la commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL souhaite permettre à l'usine de se développer.

Cette usine, installation classée pour la protection de l'environnement, est autorisée pour l'exploitation d'une installation de broyage, concassage et criblage de minéraux, par un arrêté préfectoral du 10 Juillet 2003, n°031148.

En outre, elle est également autorisée à exploiter jusqu'au 27 juin 2019 par arrêté préfectoral n°041621 du 20/10/2004, une carrière à ciel ouvert de calcaire aux lieux-dits « La Pinassière » et « la Forêt des plaines ».

De même, la S.A. CESAR est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de grès ferrugineux, pour une durée de 10 ans, par arrêté préfectoral n°020414 du 8 mars 2002, aux lieux-dits « L'Echanleuil » et « La Durantie ».

La commune de MAREUIL est le lieu où s'effectue la majeure partie des achats.

#### **- Activités de loisirs, sportives ou culturelles**

La vie associative à SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL compte un comité des fêtes et une association folklorique. Des fêtes sont organisées annuellement.

Par ailleurs, un terrain de pétanques est présent sur le territoire communal.

Dans le cadre des actions menées en faveur du développement touristique par le Conseil Général de la Dordogne, le Conseil Municipal de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL a pris une délibération, pour inscrire des chemins de randonnée au Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées.

Les inscriptions de chemins permettent de protéger juridiquement les chemins ruraux.

## **2 - Les équipements publics**

### **- Adduction d'eau potable**

La Commune est rattachée pour son alimentation en eau potable au Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de MAREUIL-SUR-BELLE. L'extension du réseau se poursuit à un rythme régulier, en fonction des tranches de travaux mises en place par le Syndicat.

Le SIAEP de MAREUIL SUR BELLE est autorisé à prélever une partie des eaux souterraines par le forage de la Chabroulie qui est protégé par arrêté inter-préfectoral en date du 4 avril 1999.

La société SAUR France, 24430 RAZAC SUR L'ISLE, assure le fonctionnement du réseau.

Le Forage de la Chabroulie est placé sous la responsabilité du SIAEP de MAREUIL-SUR-BELLE.

Les zones constructibles définies au niveau de la Carte Communale prennent en compte la situation actuelle du réseau d'alimentation en eau potable.

### **- Electricité**

Selon le porter à connaissance, un certain nombre de lignes électriques, de basse et de moyennes tensions, traversent la Commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL.

Le réseau est souterrain, aérien et aérien torsadé. Un transformateur est situé sur la commune.

Les principales lignes électriques ont fait l'objet d'une servitude d'utilité publique de type « I 4 ».

Le syndicat d'électrification est le Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, situé « Allées Tourny » à PERIGUEUX.

Par ailleurs, la commune appartient au syndicat intercommunal d'électrification de MAREUIL SUR BELLE, dont le siège social est situé à la mairie de MAREUIL SUR BELLE.

Les zones constructibles définies au niveau de la Carte Communale prennent en compte la situation actuelle du réseau de distribution électrique.

### **- Gaz**

Il n'existe pas de réseau de gaz sur la Commune.

### **- Assainissement**

Conformément à la législation de la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992, la Commune a fait réaliser une étude de zonage d'assainissement exposant les différentes possibilités d'assainissement collectif ou non collectif réalisables.

A l'issue de l'étude, il a été décidé que la totalité de la commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL resterait en assainissement individuel.

Toutes les habitations situées en zonage d'assainissement non collectif devront être raccordées à un système d'assainissement autonome conforme aux règles techniques fixées par arrêté ministériel du 6 mai 1996. Les candidats à la construction ou à la rénovation de bâtiments d'habitation prendront en compte les recommandations et conseils délivrés par la Commune. Le schéma communal d'assainissement servira de guide à la définition de la filière d'assainissement à mettre en place.

### **- Voirie**

La Commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL est traversée par deux routes départementales, l'une située au Nord de la commune, la RD n°939 de PERIGUEUX à LA ROCHELLE est classée « à grande circulation » et la seconde n°99 de RIBERAC à SAINT-SEVERIN n'est pas classée grande circulation.

La RD 939 est désignée comme un «Axe routier vitrine», ce qui nécessite un traitement paysager attentif des abords.

L'ensemble des zones constructibles se situe dans des secteurs où existe déjà une voirie suffisamment calibrée pour supporter un léger accroissement de la population communale.

L'emprise de la plupart de ces voies est pour l'instant satisfaisante. Pour autant, des marges de recul par rapport à la route seront exigées à certains endroits, plus sensibles.

La publicité le long des routes reste soumise à la loi du 29 décembre 1979, et à celle du 2 février 1995. Aux termes de ces lois, le principe général en résultant est l'interdiction de tous dispositifs à caractère publicitaire hors agglomération, sauf dérogations en faveur de certaines activités et métiers.

### **- Equipements scolaires**

La commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL ne dispose pas d'école.

Toutefois, un système de ramassage scolaire existe pour relier l'école primaire et le collège de MAREUIL.

### **- Services Publics**

La Mairie de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL est ouverte trois demi-journées par semaine.

### **- Collecte des ordures ménagères**

Cette collecte est assurée par le S.I.C.T.O.M. de NONTRON et est gérée par la communauté de communes dans les conditions prévues par la loi du 13 juillet 1992, du décret d'application du 18 novembre 1996 et des instructions ministérielles du 28 avril 1998. Elle a lieu une fois par semaine sur l'ensemble du territoire communal.

La collecte du tri sélectif mis en place par le syndicat a lieu une fois par mois.

La valorisation des déchets d'emballage et du recyclage des matériaux est assurée au moyen de containers.

L'extension mesurée des zones constructibles ne modifie pas l'organisation actuelle de cette collecte.

## 2 - « Vallée de la Belle »

Deux communes sont concernées par cette ZNIEFF de type I dont SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL.

Sa superficie est de 129 hectares et elle se situe entre 90 et 110 mètres d'altitude.

Elle est composée principalement de marais, de tourbières, de prairies humides, de terres cultivées sans boisement et de cours d'eau lent.

Les activités humaines sont essentiellement l'agriculture, l'élevage, la pêche et la chasse.

Les menaces restent principalement liées à la proximité d'une route à grande circulation, la RD n°939.

Cette zone se situe au Nord de la commune et aucune zone constructible n'y a été implantée.

## 3 - « Plateau de la Rochebeaucourt et Argentine »

Quatre communes sont concernées par cette ZNIEFF de type I dont SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL.

Sa superficie est 453 hectares et elle se situe entre 143 et 0 mètres d'altitude.

Elle est composée principalement de lande, garrigue, maquis, friche, pelouse, prairies et terres cultivées sans boisement, forêt, bois, paroi rocheuse, carrière, grotte et amas rocheux..

Les activités humaines sont essentiellement l'élevage et l'aérodrome.

Les menaces restent principalement liées aux dépôts, motos-vertes, constructions....

Cette zone est située dans le centre de la commune et est à proximité de certaines zones constructibles.

La Carte Communale évite d'implanter des zones constructibles sur des espaces naturels fragiles dans le but de préserver ces lieux qui font la richesse de la commune tant au niveau biologique que touristique.

Cependant, il est nécessaire de rappeler que l'existence d'une ZNIEFF ne signifie pas qu'une zone soit protégée réglementairement : il appartient à la commune de veiller à ce que les documents d'aménagement assurent sa pérennité comme le stipule la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature ou encore l'article 23 de la loi du 8 janvier 1993 dite « Paysages ».

## **Parc Naturel Régional Limousin-Périgord**

L'article L.333-1 du Code de l'environnement précise que les parcs naturels régionaux concourent à la politique de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, de développement économique et social et d'éducation et de formation du public. Ils constituent un cadre privilégié des actions menées par les collectivités publiques en faveur de la préservation des paysages et du patrimoine naturel et culturel.

La charte du parc détermine pour le territoire du parc les orientations de protection, de mise en valeur et de développement ; les mesures permettant de les mettre en œuvre. Elle comporte un plan élaboré à partir d'un inventaire du patrimoine indiquant les différentes zones du parc et leur vocation, accompagné d'un document déterminant les orientations et les principes fondamentaux de protection des structures paysagères sur le territoire du parc.

La charte constitutive est élaborée par la région avec l'accord de l'ensemble des collectivités territoriales concernées et en concertation avec les partenaires intéressés. Elle est adoptée par décret portant classement en parc naturel régional pour une durée maximale de dix ans.

La carte communale doit être compatible avec les orientations et les mesures de la charte.

En l'espèce, la commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL fait partie du Parc naturel régional Périgord Limousin, qui a été associé à la réflexion menée pour l'élaboration de la carte communale.

### **- Protection des captages d'eau potable**

La commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL est concernée les travaux projetés par le SIAEP de MAREUIL, en vue de l'alimentation en eau potable, concernant le périmètre de protection institué autour du forage de La Chabroulie, la dérivation des eaux par le forage, la détermination d'un volume d'eau maximum à prélever dans ce captage., par un arrêté inter préfectoral n°991002, du 04 Juin 1999.

Aucune zone constructible n'a été mise à proximité du forage.

## **4 - Patrimoine bâti – Ensembles urbains**

### **- Sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti**

La maîtrise de la qualité des constructions, maisons neuves et extensions des bâtiments existants est un enjeu fort. En effet, la croissance relativement rapide de la périurbanisation s'est accompagnée de paysages inachevés. Les propriétaires pourront, en tant que de besoins, être informés de la qualité architecturale du patrimoine existant, notamment lorsque des autorisations seront demandées pour effectuer des travaux sur les bâtiments anciens, ou pour créer de nouvelles constructions.

### **- Développement des secteurs urbanisables**

La qualité esthétique des constructions qui seront réalisées dans les zones constructibles de la Carte Communale sera étudiée avec soin au niveau du permis de construire, afin de privilégier le respect d'une architecture de type régional, s'intégrant dans l'habitat ancien existant.

## 5 - Les risques naturels

La Commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL est concernée par certains risques naturels.

### - Inondations

Des zones sont soumises à des inondations, affaissements ou éboulements. La construction sur des terrains qui seraient exposés à de tels risques peut être soumise à des conditions spéciales, et les prescriptions peuvent aller jusqu'à l'interdiction totale de construire.

En effet, une extrémité Nord du territoire est susceptible d'être recouverte par les eaux. A proximité des terrains concernés, aucune extension de zone constructible n'y a été mise en place.

### - Retraits et gonflements des sols du fait de la sécheresse

La Commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL, comme toutes les communes de DORDOGNE, est concernée par des sinistres liés à la sécheresse. Un courrier a été adressé pour sensibiliser les habitants à ce risque et mettre à leur disposition des informations préventives pour les constructions nouvelles, et pour protéger l'environnement immédiat des constructions nouvelles et anciennes.

A ce titre, un document intitulé « Prévention des risques naturels prévisibles relatifs aux Mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux » a été établi. Ce phénomène concerne exclusivement les sols à dominante argileuse. Les sols argileux se caractérisent essentiellement par une grande influence de la teneur en eau sur leur comportement mécanique.

En application de l'article L.562-1 du Code de l'environnement, le plan de zonage peut comprendre des zones fortement exposées (B1) et des zones moyennement exposées (B2).

La Commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL est uniquement concernée par une zone moyennement exposée (B2).

Le Bourg est compris dans le périmètre du plan de prévention des risques.

Le Plan de Prévention des Risques approuvé vaut servitude d'utilité publique.

### - Les termites

La totalité du territoire du département de la Dordogne est considérée comme une zone contaminée par les termites ou susceptible de l'être à court terme.

Toute transaction immobilière portant sur le foncier bâti ou non bâti devra être accompagnée d'un état parasitaire établi depuis moins de 3 mois à la date de signature de l'acte authentique. A cette condition, la clause d'exonération de garantie pour vice caché prévue à l'article 1643 du Code Civil, si le vice caché est constitué par la présence de termites, peut être stipulée.

Sont exclus de ce champ d'application, tout acte de mutation à titre gratuit (partage, donation, donation partage ou licitation ainsi que tout bail sauf le bail à construction).

L'occupant d'un immeuble bâti ou non bâti contaminé par les termites, à défaut le propriétaire, a l'obligation d'en effectuer la déclaration en mairie, par pli recommandé avec accusé de réception ou déposer celle-ci contre décharge en mairie. Ces déclarations sont recensées.

La réduction des infestations par les communes sera subordonnée à la délimitation de périmètres de lutte définis par délibération du conseil municipal.

- Dans ces secteurs s'appliqueront les pouvoirs d'injonction du maire de recherche et de lutte contre les termites.
- L'obligation de recherche de termites, de travaux de traitement et d'éradication sera notifiée au propriétaire de l'immeuble par arrêté du maire.
- Le respect de ces obligations sera justifié en mairie par la production d'une attestation établie par une personne ou un organisme agréé.

Le suivi de ces opérations sera assuré en mairie.

Toutes directives relatives à l'application de cet arrêté ont été notifiées par courrier préfectoral en date du 4 juillet 2001.



Le rôle de la commune s'articule en particulier sur la gestion des déclarations obligatoires et sur la réduction des infestations.

Le projet de Carte Communale ne conduit pas à une aggravation des risques déjà recensés.

#### - Le plomb

La commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL, comme l'ensemble du département est classée en zone à risque à l'exposition au plomb (arrêté préfectoral du 15 mars 2001). En conséquence un état des risques d'accessibilité au plomb doit être annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat d'immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation construit avant le 1<sup>er</sup> janvier 1948.

#### - Les phénomènes souterrains

La Commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL est concernée par ces phénomènes souterrains. Selon l'extrait de l'Inventaire des phénomènes souterrains du département de la Dordogne de Charles Sanchez, il est recensé sur le territoire communal, une carrière souterraine, un gouffre à la Forêt et un cluzeau à Verdinas.

Le projet de Carte Communale ne conduit pas à une aggravation des risques déjà recensés.

## **D. SERVITUDES PUBLIQUES ET INFORMATIONS NECESSAIRES**

### **1 - Liste des servitudes fournies dans le PAC**

#### **- Servitude relative à la conservation du patrimoine naturel : Conservation des eaux**

Cette servitude est instaurée dans le cadre d'une protection liée au forage de la Chabroulie. Elle est instituée par l'arrêté préfectoral du 4 juin 1999, est de type « AS1 ». Le service responsable est le S.I.A.E.P. de MAREUIL-SUR-BELLE.

#### **- Servitude concernant les lignes de transport d'énergie électrique**

La commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL supporte une servitude de type « I4 ». Elle affecte diverses lignes électriques de basse et moyenne tensions. Le service responsable est E.D.F. à PERIGUEUX.

Ces réseaux bénéficient des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 (servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élitage et d'abattages d'arbres). Dans toutes les zones où ils empruntent le domaine privé, ils ont fait l'objet, dans la quasi-totalité des cas, de conventions amiables signées par les propriétaires.

#### **- Servitude relative à la conservation du patrimoine sportif**

Selon le porter à connaissance, la commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL supporte une servitude de type « JS1 » affectant les installations sportives.

Le service responsable est la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports, 30 rue Chanzy, 24 016 PERIGUEUX CEDEX.

La Carte Communale tient compte de toutes ces servitudes d'utilité publique en vigueur sur la Commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL.

- Enfin, la société Charges Minérales du Périgord a une activité de broyage, concassage des matériaux qui est classée pour la protection de l'environnement et autorisée par un arrêté n°031148 du 10/07/2003 à « La Pinassière ». En outre, elle est également autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire jusqu'au 27 juin 2019, par arrêté préfectoral n°041621 du 21 octobre 2004, aux lieux-dits « La Pinassière » et « Forêt des Plaines ».

Ces activités ont été prises en considération dans le cadre de l'élaboration de la carte communale. Les parcelles constructibles pouvant accueillir des maisons d'habitation ne sont pas situées dans le voisinage direct de ces installations.

### **3 - Autres informations**

#### **- Défense incendie**

Le Service départemental d'Incendie et de Secours de la Dordogne indique, dans un rapport du 12 mars 2007, qu'il serait nécessaire de créer une défense incendie au lieu-dit La Pinassière. Le nombre sera défini en fonction de l'activité de la zone UY.

Par ailleurs, sur le territoire communal, il précise qu'il existe deux points d'eau naturels situés aux lieux-dits « Beauchaud » et « La Neuillie ».

La réserve d'eau située sur la commune de GOUTS-ROSSIGNOL, en limite du lieu-dit « L'Echanleuil », doit être prochainement inscrite comme moyen de défense-incendie sur la commune de SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL.

En outre, deux poteaux incendie sont recensés sur le territoire communal à Sainte-Croix et à La Forêt.

Toutefois, il serait conseillé de créer une défense incendie aux lieux-dits suivants :

- La Neuillie
- Verdinas
- La Durantie
- L'Echanleuil

La création ou le renforcement de la défense incendie peuvent être assurés en fonction des possibilités hydrauliques par :

- soit l'implantation de poteaux d'incendie normalisés NFS 61 213 (120 m³ utilisables en 2 heures sous une pression dynamique de 1 bar),
- soit une réserve incendie d'une capacité de 120m³, ou réalimentée pouvant fournir 120m³ utilisables en 2 heures.

# Annexe n°1

## Articles L. 124-1 à L. 124-4 du code de l'Urbanisme

## Annexe n°2







### Plan des réseaux et servitudes grevant le territoire communal

COMMUNAUTE DE COMMUNES  
DU PAYS DE MAREUIL EN PERIGORD

COMMUNE DE SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL

# PLAN DES RESEAUX ET DES SERVITUDES GREVANT LE TERRITOIRE COMMUNAL sans échelle

### LEGENDE

	<b>Limites communales</b>
	<b>Routes Départementales</b>
	<b>Zone U</b>
	<b>Zone UY, destinée à l'accueil d'activités de commerces</b>
	<b>Rivière La Belle</b>
	<b>Périmètre d'Inconstructibilité (Exploitations agricoles)</b>

**A TITRE INFORMATIF**

**Zone inondable (Crue historique)**

**Zone archéologique sensible**

**Plan de prévention des risques**  
**Retrait - gonflement des sols argileux**  
**Zone moyennement exposée (B2)**

**Réseau EDF**

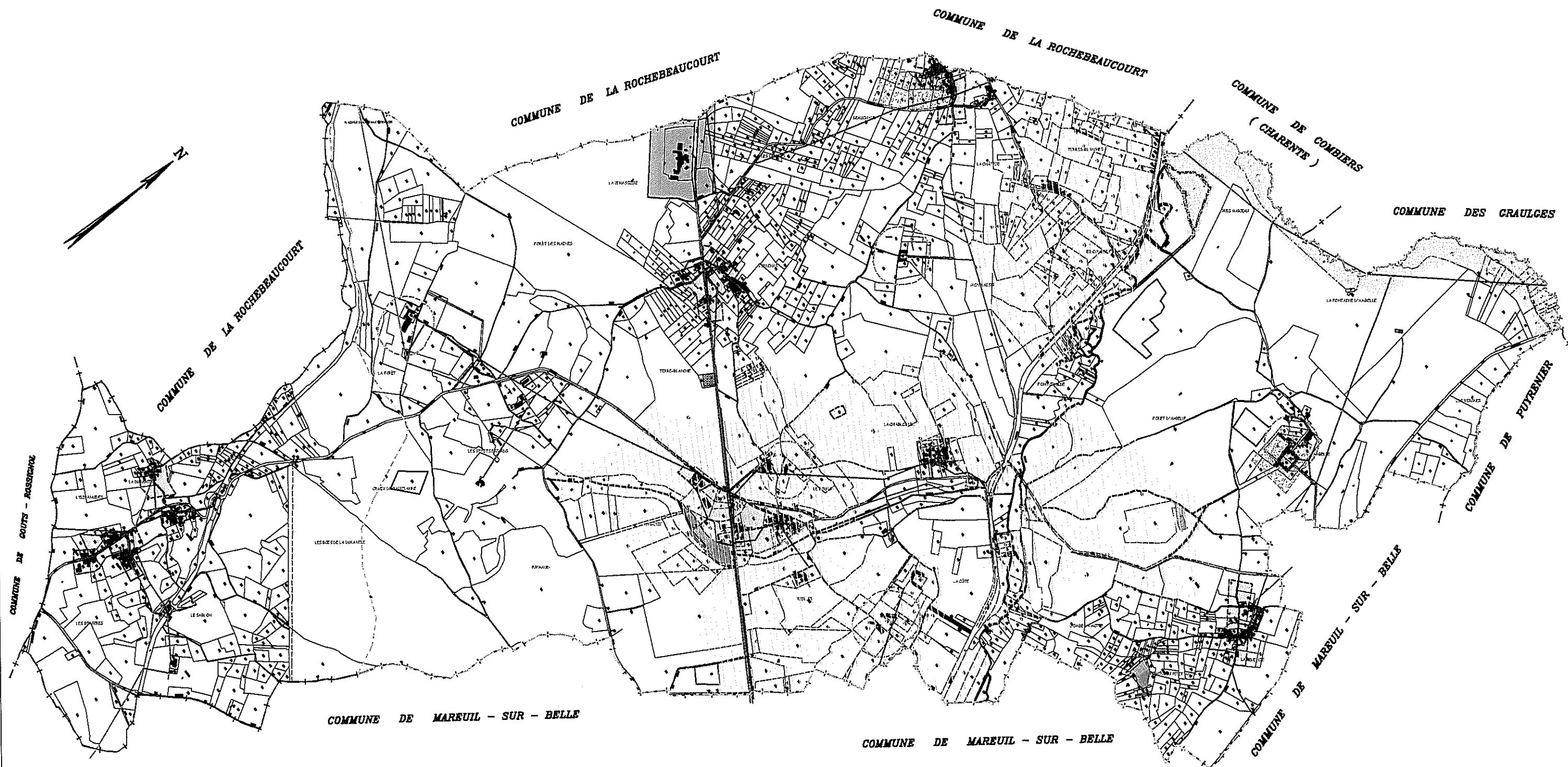
**Réseau AEP**

### Servitudes relatives au forage de "Chabroulle"

--- Périmètre de protection éloignée  
--- Périmètres de protection immédiate et rapprochée

NOTA:

Les périmètres éventuellement représentés autour des exploitations agricoles ne sont dessinés qu'à titre d'information. Le périmètre à prendre en compte sera défini au moment de la demande d'autorisation suivant la nature de l'exploitation concernée.



**05-R320-9**  
Reproduction réservée

## Annexe n°3

### Doctrine et préconisation de la Mission Inter Service de l'Eau

COMMUNE DE SAINTE CROIX DE MAREUIL : ATLAS DES ZONES INONDABLES  
Echelle : 1/25 000

**Crue historique**

**Caractéristiques des crues**

- ☐ Non connue
- ☒ Les repères
- ☐ Limite de commune







Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MISSION INTER-SERVICES DE L'EAU



B.P. 2074 - 24002 Périgueux cedex

## Prise en compte du risque inondation dans l'aménagement en Dordogne



Inondation du 20 janvier 1998 - Barnabé - Périgueux 24-

# Doctrines et préconisations de la Mission Inter Services de l'Eau (MISE 24)

## **PREAMBULE**

### **Partie 1 – Rappel des textes, des responsabilités et des objectifs**

- 1 - Les textes de référence
- 2 - Les responsabilités
- 3 - Les enjeux et les objectifs

### **Partie 2 – La démarche pour l'évaluation de l'aléa**

- 1 - Caractérisation de l'aléa
- 2 - Choix de la crue de référence
  - 2.1 - Définition réglementaire
  - 2.2 - Utilisation de la cartographie informative des zones inondables

### **Partie 3 – Prise en compte du risque inondation dans l'aménagement**

- 1 - Dans les zones d'aléa fort
  - 1.1 - Pour les constructions et installations existantes
  - 1.2 - Pour les constructions et installations nouvelles
- 2 - Dans les zones d'aléa moyen ou faible
  - 2.1 - Pour les constructions et installations existantes
  - 2.2 - Pour les constructions et installations nouvelles

## **ANNEXE**

Annexe 1 : Prescriptions susceptibles d'être imposées aux constructions autorisées en zone inondable

Annexe 2 : Références réglementaires et documentaires

## Partie I Rappel des textes responsables et objectifs

### I - Textes de références

L'annexe I fournit la liste des principaux textes juridiques concernant le risque inondation et dont l'analyse est présentée ci-dessous par ordre chronologique :

- La loi du 22 juillet 1987, relative à la sécurité civile, aux incendies de forêts et aux risques majeurs, affirme le droit des citoyens à l'information sur les risques majeurs, et en particulier les risques naturels prévisibles, auxquels ils sont soumis.
- La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 (code de l'environnement, Livre II, titre 1<sup>er</sup>), et le SDAGE du Bassin Adour-Garonne qui en découle, ont pour objectif notamment la conservation des champs d'expansion des crues, le libre écoulement des eaux et la protection contre les inondations.
- La circulaire interministérielle du 24 janvier 1994 définit la politique de l'État pour la prévention des inondations et la gestion des zones inondables. Elle pose le principe de l'interdiction de toute construction nouvelle là où les aléas sont les plus forts et exprime la volonté de contrôler strictement, voire d'interdire, l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues, définies par les plus hautes eaux connues. Elle réserve enfin les endiguements à la seule protection des lieux déjà fortement urbanisés. Son annexe fixe des règles précises, toutefois adaptables aux situations locales.
- La circulaire du Premier ministre du 2 février 1994 qui définit le niveau de référence à prendre en compte (plus hautes eaux connues).
- La loi du 2 février 1995 dite « loi Barnier » (Code de l'environnement, Livre V, chapitre 2), crée un outil spécifique à la prise en compte, à l'initiative du préfet, des risques naturels dans l'aménagement : les plans de prévention des risques (PPR) et son décret d'application du 5 octobre 1995.
- La circulaire d'application pour les PPR inondation du 24 avril 1996 reprend les principes de celle du 24 janvier 1994 pour la réglementation des constructions nouvelles et précise les règles applicables aux constructions existantes. Elle permet des exceptions aux principes d'inconstructibilité, visant à ne pas remettre en cause la possibilité, pour les occupants actuels, de mener une vie ou des activités normales. Elle permet des exceptions pour les centres urbains.

- La circulaire du 13 mai 1996 du ministère de l'Équipement qui précise que le caractère urbanisé ou non d'un espace doit s'apprécier en fonction de la réalité physique et non pas en fonction d'un zonage opéré par un plan d'occupation des sols.
- La loi SRU du 13 décembre 2000 qui impose la prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme.
- La circulaire du 30 avril 2002, complétée par la circulaire du 24 juillet 2002, précise la politique de l'État pour la gestion des espaces situés derrière les digues.
- La circulaire du 21 janvier 2003 relative au contrôle des digues de protection contre les inondations fluviales intéressant la sécurité publique.
- La loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a notamment pour objectif de développer la conscience du risque en renforçant la concertation et l'information du public et de maîtriser le risque en oeuvrant en amont des zones urbanisées.
- La circulaire du 21 janvier 2004 relative à la maîtrise de l'urbanisme et à l'adaptation des constructions en zone inondable.
- La loi du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ayant pour objet la prévention des risques de toute nature, l'information et l'alerte des populations ainsi que la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les accidents, les sinistres et les catastrophes

## 2- Les responsabilités

### Les obligations

Selon les dispositions visées au nouvel article L.121-1 du code de l'urbanisme, les documents d'urbanisme doivent prendre en compte la prévention des risques naturels.

⇒ Dans les schémas de cohérence territoriale cette prise en compte des risques naturels doit être inscrite (code de l'urbanisme, article L 122.1) dans :

- Le rapport de présentation (objectifs à atteindre en matière de risques naturels)
- Le document d'orientation,
- Les documents graphiques (code de l'urbanisme, article R.122-1, al.2)

⇒ Les PLU doivent comprendre, dans leur rapport de présentation, une analyse des risques qui doit être prise en compte dans la délimitation du zonage et dans la rédaction du règlement et des orientations d'aménagement.  
L'article R 123-11 du code de l'urbanisme permet de délimiter dans le PLU des secteurs dans lesquels les constructions sont interdites ou soumises à ces règles particulières. Ces règles peuvent être appliquées aux constructions existantes.

⇒ Les cartes communales doivent, selon des dispositions de l'article L 124 -2 du code de l'urbanisme, respecter les principes énoncés aux articles L 110 et L 121-1 du code de l'urbanisme. Les cartes communales devront tenir compte dans les documents graphiques de l'existence de risques naturels dans la délimitation des secteurs constructibles et non constructibles.

Les PPR approuvés, qui constituent des servitudes d'utilité publique, doivent être annexés aux plans d'occupation des sols (POS) et aux plans locaux d'urbanisme (PLU) (article L 126-1 du code de l'urbanisme) de même que les éventuels arrêtés rendant opposables de façon anticipée certaines dispositions. A défaut d'exécution dans le délai de 3 mois prévu par l'article L 126-1 du code de l'urbanisme, le préfet procèdera d'office à cette annexion.

Le préfet porte à la connaissance de l'autorité concernée toute information utile, dans le domaine du risque inondation, à l'élaboration ou à la révision des SCOT, des PLU et des cartes communales.

Il conviendra, à cet égard, tout particulièrement dans le cadre de l'association des services de l'État, d'aider les collectivités territoriales à déterminer dans les documents de planification, des objectifs d'urbanisation compatibles avec les objectifs de prévention des risques.

Le règlement national d'urbanisme (RNU) comporte des dispositions (article R 111-2) qui prévalent sur les dispositions d'un PLU/POS approuvé et permettent de refuser un permis de construire ou d'édicter des prescriptions en cas d'atteinte à la sécurité publique.

### Les responsabilités pénales.

Plusieurs incriminations sont susceptibles d'être retenues dans le domaine des risques naturels tant en ce qui concerne les élus locaux que les services de l'État.

Au titre des articles L 121-2 et L 121-3 du nouveau code pénal complétés, notamment, par les articles L 221-6 et L 223-1, des délits non intentionnels peuvent être constitués, si des constructions en zone d'aléas sont autorisées en méconnaissance des obligations de sécurité ou prudence prévues par la loi ou les règlements.

Au titre du code de l'environnement (article L 515-24) , un maire peut, en outre, voir sa responsabilité engagée pour la délivrance d'une autorisation de construire sur une zone non constructible d'un PPRI.

La responsabilité pénale du maire peut être également engagée pour non-respect de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme à raison de la délivrance d'un permis de construire sans prescriptions spéciales dans une zone soumise au risque inondation.

L'élaboration du PPR engage la responsabilité des services instructeurs au niveau de la définition du risque prévisible. Cette responsabilité pourra être engagée après la survenance d'une catastrophe naturelle ; ce qui n'exclut pas la mise en cause de la responsabilité d'autres acteurs.

Cette responsabilité peut aussi être engagée sur le fondement de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme.

## **3 — Les enjeux et objectifs**

### **↳ Informer les populations**

**↳ Interdire toute construction nouvelle dans les zones les plus dangereuses** (hauteur d'eau et vitesse importantes)

**↳ Préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues** dans les secteurs peu ou pas urbanisés pour ne pas aggraver les risques en amont et en aval

**↳ Éviter les endiguements ou remblaiements nouveaux** non justifiés par la protection des lieux à forts enjeux (économique, urbain..).

**↳ Garantir l'équilibre et le bon état des milieux exposés aux crues** (stockage, ralentissement, dissipation de l'énergie... mais aussi structuration des paysages, équilibre des écosystèmes...)

## Partie 2 La démarche pour l'évaluation de l'aléa

### 1 – Caractérisation de l'aléa

En règle générale, l'aléa est considéré comme fort au regard de la crue de référence, lorsque la hauteur d'eau dépasse 1 mètre (soulèvement des véhicules, impossibilité d'accès des secours)

Toutefois, certaines zones où la hauteur d'eau est inférieure à 1 mètre doivent être considérées en zone d'aléa fort si elles comportent un chenal préférentiel d'écoulement des eaux où les vitesses, sans pouvoir être prévues avec précision, peuvent être fortes.

		Vitesse		
		Faible (< 0,2m/s) (stockage)	Moyenne (écoulement)	Forte (> 0,5 m/s) (grand écoulement)
Hauteur	H < 0,50 m	Aléa faible	Aléa moyen	Aléa fort
	0,50 m < H < 1m	Aléa moyen	Aléa moyen(*)	Aléa fort
	H > 1m	Aléa fort	Aléa fort	Aléa fort

(\*) L'expérience a montré que plus de 0,50 m d'eau rend impossible le déplacement d'un enfant ou d'une personne âgée. Pour cette raison, dans les secteurs où la montée des eaux est rapide et ne permet pas de disposer d'un temps suffisant pour garantir une évacuation complète, l'aléa sera qualifié de fort.

### 2 – Choix de la crue de référence

#### 2-1 – Définition réglementaire

Les circulaires du 24 janvier 1994, du 2 février 1994 et du 24 avril 1996 définissent les règles à appliquer aux zones inondables par rapport à la crue de référence dont la définition est la suivante :

« la crue de référence est la plus forte crue connue autrement appelée Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) ou, dans le cas où celle-ci serait plus faible que la crue centennale, cette dernière ».

Les guides méthodologiques pour l'élaboration des PPR reprennent les règles à appliquer aux zones inondables par rapport à la crue de référence.

## **2-2 - Utilisation de la cartographie informative des zones inondables pour la définition de la crue de référence**

La cartographie informative des zones inondables trouve son origine dans la circulaire de 1994 qui préconise l'élaboration d'atlas des zones inondables et s'inscrit dans les recommandations du SDAGE Adour-Garonne.

L' « Atlas » des zones inondables a été établi sur tous les cours d'eau majeurs du département et leurs affluents (pour plus de 200 communes) :

- La Dronne, le Dropt et le Céou
- L'Isle et l'Auvézère
- La Dordogne

Ce travail a été confié au Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement de Bordeaux. La méthode retenue a été la suivante :

- Enquête sous forme de questionnaires adressés à un échantillon d'habitants riverains.
- Entretiens sur le terrain avec les élus et les services
- Repérage des laisses de crues et autres témoignages physiques.
- Analyse et synthèse des données
- Elaboration sous SIG des cartes au 1/25 000ème représentant les limites de trois crues retenues : la crue fréquente, la crue décennale, la crue historique.



## **Partie 3**

### **Prise en compte du risque inondation dans l'aménagement**

A défaut de disposer de Plan de Prévention des Risques (PPR) et d'étude hydraulique permettant de caractériser les crues (hauteur d'eau et vitesses d'écoulement), les principes et préconisations suivantes seront appliqués. Les principes sont modulés selon des zones d'aléas qui ont été regroupées et en distinguant les constructions existantes des constructions neuves.

Les secteurs urbanisés et non urbanisés sont définis et assimilés aux « parties actuellement urbanisées (PAU) » au sens du Code de l'Urbanisme et de la jurisprudence.

#### **1 Dans la zone d'aléa fort (située à l'union dans l'enveloppe de la crue décennale) dénommée zone 1**

Ce secteur est le plus exposé en raison des hauteurs d'eau constatées, des vitesses d'écoulement des eaux atteintes (zones de grand écoulement) et des fréquences de retour élevées des crues (décennales).

##### **1-1- Pour les constructions et installations existantes**

↳ **Sont autorisés le confortement, l'entretien et les extensions mesurées des constructions à usage d'habitation, agricole et d'activité.**

L'importance de cette extension possible est laissée à l'appréciation de l'instructeur sachant que :

- elle n'excèdera pas (au moment de la publication de l'atlas) une quinzaine de m<sup>2</sup> pour une habitation et une cinquantaine de m<sup>2</sup> pour d'autres usages
- elle variera à l'intérieur de cette fourchette en fonction du degré de vulnérabilité de la construction,
- toutes précautions auront été prises pour limiter la vulnérabilité des locaux créés (voir annexe 1).

↳ **Tout changement de destination des constructions est interdit.**

↳ **Les terrains de camping peuvent être modernisés, sans toutefois en augmenter la capacité**

Ils disposeront d'un système d'information, d'alerte et d'évacuation des usagers. Les installations exposées seront autant que possible conçues pour être amovibles et enlevées en dehors de la période d'ouverture.

S'agissant des bâtiments situés sur les terrains de camping, seules sont autorisées les extensions mesurées de bâtiments existants ainsi que la réalisation de bâtiments à vocation sanitaire. Ces autorisations seront assorties de prescriptions visant à limiter la vulnérabilité des locaux réalisés (voir annexe 1).

↳ **Les équipements publics peuvent être réhabilités. Une extension de capacité ne sera qu'exceptionnellement accordée.**

Une extension de capacité pourra être autorisée si :

- l'espace correspondant ne peut pas être localisé sur un autre endroit
- les locaux créés sont adaptés au risque de crue (voir annexe 1).
- Les locaux existants n'accueillent pas de personnes à faible mobilité ou des enfants (locaux médicaux, écoles, maison de retraite, de repos...)
- Les locaux existants ne remplissent pas un rôle important au moment des crises (bâtiment pompiers, gendarmerie, mairies, locaux techniques des collectivités ou de l'Etat, équipement de santé...)

↳ **Les aires de jeux et de sport peuvent être modernisées et étendues**

sous réserve que leurs équipements ne perturbent pas l'écoulement des eaux et n'aient pas d'effets aggravants sur l'aléa inondation. Les aménagements au sol doivent être conçus pour résister aux effets de crues.

↳ **La reconstruction à l'identique est autorisée**

sous réserve que le sinistre ne provienne pas d'une inondation

## ***1-2- Pour les constructions et installations nouvelles***

↳ **Toutes constructions neuves, quelle qu'en soit la destination, en dehors des bâtiments annexes cités au 1.1 ci-dessus, seront interdites sur le fondement de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme. Cette disposition s'applique dans toutes les communes, qu'elles disposent ou non d'un document d'urbanisme.**

La possibilité d'autoriser une construction nouvelle dans un espace libre interstitiel de PAU (dent creuse) sera néanmoins examinée au cas par cas. L'autorisation sera assortie de l'obligation d'implanter le plancher habitable au niveau de la crue historique.

Les bâtiments abritant des activités nautiques pourront toutefois être autorisés à la condition que soient respectées les prescriptions visant à réduire la vulnérabilité des locaux.

↳ **Les aires de jeux et de sport peuvent être autorisées**

sous réserve que leurs équipements ne perturbent pas l'écoulement des eaux et n'aient pas d'effets aggravants sur l'aléa inondation. Les aménagements au sol doivent être conçus pour résister aux effets de crues.

↳ **Les piscines peuvent être autorisées**

sous réserve qu'elles soient balisées et n'entraînent pas d'aménagement hors sol

## **2- Dans la zone d'aléas moyen et faible (située a priori entre la limite de la crue décennale et la limite de la crue historique) dénommée zone 2.**

Dans cette zone, l'intensité du risque (aléa moyen à faible) est moindre qu'en zone 1. Toutefois, certains secteurs de cette zone peuvent être concernés par un aléa fort (hauteur d'eau supérieure à 1m en crue historique et/ou vitesse d'écoulement supérieure à 0,5 m/s) et à ce titre les prescriptions « zones 1 » leur seront appliquées.

Des constructions nouvelles peuvent être accueillies sous réserve du respect de mesures de prévention. Les champs d'expansion des crues doivent y être préservés.

### **2-1 – Pour les constructions et installations existantes**

**Possibilités d'extension, de changements de destination et de réalisation de bâtiments annexes aux bâtiments d'exploitation ou d'activités**

Demeure la nécessité d'imposer toutes prescriptions visant à limiter la vulnérabilité des bâtiments (voir annexe 1).

**Pas de possibilités d'extension de capacités pour certains établissements recevant du public**

En particulier ceux accueillant des personnes à faible mobilité ou des enfants (locaux médicaux, écoles, maison de retraite, de repos...) et ceux remplissant un rôle important au moment des crises (bâtiment pompiers, gendarmerie, mairies, locaux techniques des collectivités ou de l'Etat, équipement de santé...)

### **2-2 Pour les constructions et installations nouvelles**

**En dehors des parties actuellement urbanisées (PAU) de la commune, toute construction nouvelle est interdite**

**A l'intérieur des parties actuellement urbanisées (PAU) de la commune, les constructions peuvent être acceptées à la condition que la cote du plancher habitable soit au moins égale à celle de la crue historique (et sous réserve que la hauteur d'eau estimée en cas de crue historique sur le terrain d'emprise du projet soit inférieure à 1m, puisque dans ce cas les préconisations de la zone 1 sont applicables).**

La hauteur d'eau estimée sur le terrain objet du projet en cas de crue historique sera appréciée au vu d'un relevé topographique rattaché NGF produit par le pétitionnaire et qui comprendra.

- La cote TN au niveau de l'emprise du bâtiment
- La cote de la crue historique au droit du projet, extrapolée à partir de la laisse de crue indiquée sur l'Atlas des zones inondables.

**Les établissements publics les plus sensibles seront interdits, tels ceux**

- accueillant des personnes à faible mobilité ou des enfants (locaux médicaux, écoles, maison de retraite, de repos...)
- remplissant un rôle important au moment des crises (bâtiment pompiers, gendarmerie, mairies, locaux techniques des collectivités ou de l'Etat, équipement de santé...)

## ANNEXE 1 -

### Prescriptions susceptibles d'être imposées aux constructions autorisées en zone inondable

<i>Nature de la prescription</i>	<i>Contexte de la prescription</i>
Les remblais sont interdits pour toute construction, sauf s'ils correspondent à l'emprise du bâtiment et sont protégés contre l'érosion et le ruissellement	
- le plancher habitable sera situé au moins au niveau de la cote de la crue historique	pour les constructions nouvelles à usage d'habitation autorisées en zone 2
- obligation de démonter et d'enlever, de début décembre à fin avril, les structures légères (serres - équipements d'aires de jeux...) susceptibles de faire obstacle à la circulation des eaux.	En complément des autorisations concernant des bâtiments annexes, et installations (aires de jeux - mobilier urbain) en zone inondable.
- obligation de signaler l'inondabilité des lieux et les précautions à prendre en cas d'alerte.	pour les aires de jeux, terrains de camping, équipements et infrastructures publics accueillant du public.
- le stockage des matières ou objets sensibles à l'eau devra être réalisé à un niveau au moins égal à la cote de crue historique	pour les extensions ou création de bâtiments à usage agricole et d'activités principalement autorisées en zone 1, 2 .
- les bâtiments devront être accessibles par une voie entièrement située au dessus de la cote de crue historique	pour la création d'établissements recevant du public
- les citernes, réservoirs et tout autre dispositif ou objet susceptible de flotter doivent être arrimés de façon à résister aux effets d'une crue historique	pour toutes extensions et constructions autorisées en zone inondable.

Nature de la prescription	Contexte de la prescription
<p>- les réseaux électriques intérieurs et ceux situés en aval des appareils de comptage, existant au dessous de la cote de la crue historique, doivent être dotés d'un dispositif coupe circuit. Lors d'une installation, une réfection ou un remplacement, les réseaux électriques et téléphoniques doivent être placés au dessus de la cote de la crue historique ou, en cas d'impossibilité technique, dotés de dispositifs étanches.</p>	<p>à l'occasion de travaux de modernisation, d'extension et de création de constructions quelle qu'en soit la destination, en zone inondable.</p>
<p>- les installations sanitaires devront respecter les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. assainissement collectif : <ul style="list-style-type: none"> <li>* raccordement obligatoire avec un branchement étanche (tuyau - boîte de raccordement et tampon) et un système empêchant le retour des eaux usées,</li> <li>* orifices d'évacuation des installations à munir d'un obturateur efficace en cas de submersion, toutes les fois où ils ne peuvent être situés au dessus de la cote de la crue historique.</li> </ul> </li> <li>. assainissement autonome : <ul style="list-style-type: none"> <li>* eaux vannes : fosse étanche vidée et remise en eau après chaque saison,</li> <li>* eaux ménagères : lit filtrant aménagé avec éventuellement rejet du trop plein dans un fossé</li> </ul> </li> </ul>	<p>pour toutes constructions nouvelles à usage d'habitation autorisées en zone inondable.</p>
<p>- les fondations des constructions doivent être conçues de façon à résister à des affouillements, à des tassements et à des érosions localisées.</p>	<p>pour les extensions de bâtiments ou de d'annexes en zone 1 et 2</p>
<p>- les matériaux de structures particulièrement sensibles à l'eau sont interdits au dessous de la cote de la crue historique. Une arase étanche doit être réalisée au dessus de cette cote afin d'éviter les remontées capillaires.</p>	<p>pour toutes extensions, constructions et installations non amovibles autorisées en zone inondable.</p>

<i>Nature de la prescription</i>	<i>Contexte de la prescription</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les menuiseries, les revêtements de sols et de murs, les isolations et autres éléments de construction sous la cote de la crue historique doivent être conçus pour résister aux pressions hydrostatiques correspondant à la crue historique.</li> </ul>	<p>pour toutes extensions, constructions et installations non amovibles autorisées en zone 1 et 2.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les planchers et les structures situés au-dessous de la cote de la crue historique doivent être conçus pour résister aux pressions hydrostatiques correspondant au moins à la crue historique.</li> </ul>	<p>pour toutes extensions, constructions et installations non amovibles autorisées en 1 et 2.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les dépôts et stockages de produits dangereux pour la sécurité et la salubrité publiques doivent être placés au dessus de la cote de crue historique. Si pour des impératifs techniques justifiés, cela n'est pas réalisable, un dispositif étanche et résistant aux effets d'une crue historique est admis.</li> </ul>	<p>pour toutes extensions et constructions</p>

## **ANNEXE 2**

### **REFERENCES REGLEMENTAIRES ET DOCUMENTAIRES**

- Loi 87.565 du 22 juillet 1987, relative à l'organisation de la sécurité civile, la protection et la prévention des risques majeurs, le droit à l'information du citoyen et la maîtrise de l'urbanisation.
- Loi du 3 janvier 1992 dite « loi sur l'eau ». Elle rappelle dans son article 2 (Code de l'environnement, article L 211-1) le principe du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations.
- Loi du 2 février 1995 dite « loi Barnier », relative au renforcement de la protection de l'environnement. Elle pose le principe de précaution selon lequel l'absence de certitudes, compte-tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à un coût économiquement acceptable (code de l'environnement, article L 110-1). Elle définit les risques juridiques des plans de prévention des risques naturels prévisibles (code de l'env., Livre V, chapitre 2).
- Loi du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ayant pour objet la prévention des risques et la protection des personnes par la préparation et la mise en œuvre de moyens appropriés (Etat, collectivités territoriales)
- Loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages. Elle a notamment pour objectif de développer la conscience du risque en renforçant la concertation et l'information du public et de maîtriser le risque en oeuvrant en amont des zones urbanisées.
- Code de l'urbanisme : articles L 112-1 , R 123.1, R 111-2
- Circulaire 88.67 du 20 juin 1988. Elle précise les relations entre les risques naturels et les documents d'urbanisme, l'obligation pour l'État de définir le risque et celle de la commune de le prendre en compte dès lors que celui-ci est connu et avéré.
- Circulaire interministérielle (Équipement – Environnement) du 24 janvier 1994, relative à la prévention des inondations et à la gestion des risques. Elle précise la politique à appliquer en la matière.
- Circulaire interministérielle (Équipement – Environnement) du 24 avril 1996. Elle institue le principe des plus hautes eaux connues (PHEC) comme crue de référence et définit la notion de « centre urbain.
- Plans de prévention des risques naturels prévisibles – Guide général (MATE et MELT 1997).
- Plans de prévention des risques naturels prévisibles . Guide méthodologique risque inondation (MATE et MELT 1999).
- La cartographie informative – Guide (DIREN Midi-Pyrénées et Géosphair 2000).

## Annexe n°4

Zonage et modèle de règlement lié  
aux mouvements différentiels de terrain  
lié au phénomène  
de retrait gonflement des argiles





Préfecture de la Dordogne



Liberté • Égalité • Fraternité  
SEPTIÈME RÉPUBLIQUE



## Prévention des risques naturels prévisibles

Mouvements différentiels de terrain  
liés au phénomène de retrait-gonflement  
des sols argileux

DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE  
Commune : SAINTE-CROIX-DE-MAREUIL

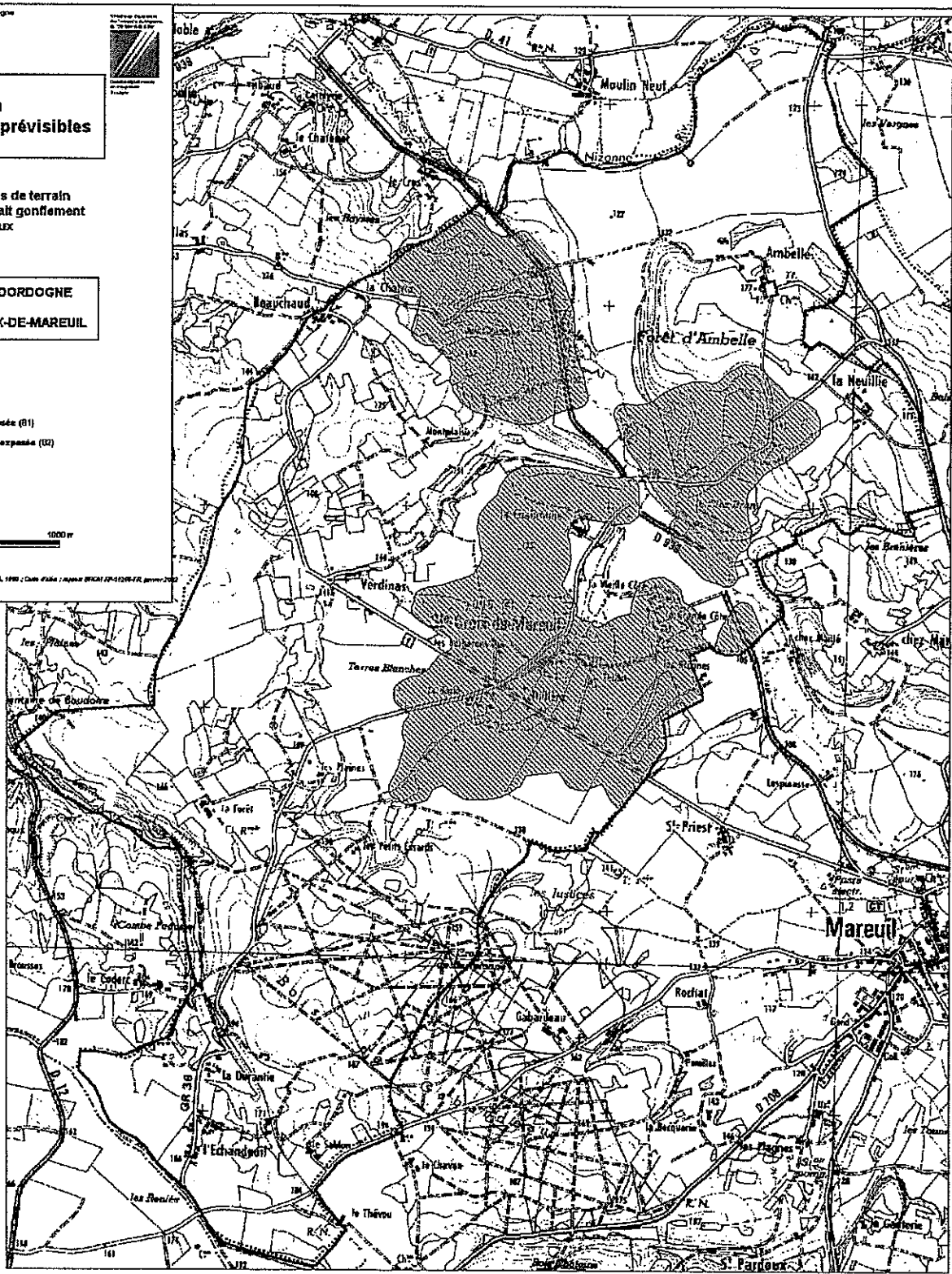
### Carte de zonage

- Zone fortement exposée (B1)
- Zone moyennement exposée (B2)
- Limite de commune

Echelle 1/10 000

0 500 1000 m

Données : fond topographique : IGN IGN 1000 ; Données : données d'altitude : IGN IGN 1000 ; Données : données de zonage : BRGM 1000



**COMMUNE DE**

**PREVENTION DES RISQUES  
RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES**

***MODELE DE REGLEMENT***



## **Titre I - Portée du règlement**

### **Article I-1 - Champ d'application**

Le présent règlement s'applique à la commune de Il détermine les mesures de prévention des risques naturels de mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles.

En application de l'article L.562-1 du Code de l'Environnement, le plan de zonage comprend les zones suivantes délimitées en fonction de l'intensité des risques encourus :

- une zone fortement exposée (B1) ;
- une zone moyennement exposée (B2).

Le reste du territoire de la commune est en zone blanche, où aucun phénomène de retrait gonflement des argiles n'a été constaté à ce jour, mais qui doit cependant faire l'objet d'une attention particulière sous forme d'une information sur la potentialité d'un risque lors de chaque délivrance d'autorisation d'urbanisme.

### **Article I-2 - Effets du P.P.R.**

Le PPR approuvé vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au POS ou PLU, conformément à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme. Les mesures prescrites dans le présent règlement sont mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Conformément à l'article L.526-5 du Code de l'Environnement, le non-respect des mesures rendues obligatoires est passible des peines prévues à l'article L.480-4 du Code de l'Urbanisme.

Selon les dispositions de l'article L.125-6 du Code des Assurances, l'obligation de garantie de l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles prévue à l'article L.125-2 du même code ne s'impose pas aux entreprises d'assurance à l'égard des biens immobiliers construits en violation des règles prescrites. Toutefois, cette dérogation ne peut intervenir que lors de la conclusion initiale ou du renouvellement du contrat d'assurance.

## **TITRE II - Réglementation des projets**

Les dispositions du présent titre sont définies en application de l'article L.562-1 du Code de l'Environnement, sans préjudice des règles normatives en vigueur. Elles s'appliquent à l'ensemble des zones à risques délimitées sur le plan du zonage réglementaire, sauf dispositions contraires explicitement mentionnées.

### **Chapitre I- Mesures applicables aux constructions nouvelles**

#### ***Sous chapitre I-1 Mesures applicables aux bâtiments à usage d'habitations individuelles hors opérations groupées***

##### **Article I-1-1 - Est interdite :**

- l'exécution d'un sous-sol partiel sauf si son exécution est justifiée par une étude géotechnique spécifique avec réalisation de fondations adaptées .

##### **Article I-1-2 - Sont prescrites :**

A défaut d'étude géotechnique couvrant la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction aux caractéristiques du site, conformément à la mission géotechnique type G0 + G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 (1), les dispositions suivantes :

##### **I-1-2-1 - la profondeur minimum des fondations est fixée à :**

- 0,80 m en zone moyennement exposée (B2) ;
- 1,20 m en zone fortement exposée (B1) ;

sauf rencontre de sols durs non argileux à une profondeur inférieure ;

- sur terrain en pente et pour des constructions réalisées sur plate-forme en déblai ou déblai-remblais, ces fondations doivent être descendues à une profondeur plus importante à l'aval qu'à l'amont afin d'assurer une homogénéité de l'ancrage ;
- les fondations sur semelles doivent être continues, armées et bétonnées à pleine fouille, selon les préconisations de la norme DTU 13-12 (1) : Règles pour le calcul des fondations superficielles (DTU : document technique unifié et ses annexes).

##### **I-1-2-2 : les dispositions de conception et de réalisation des constructions suivantes :**

- toutes parties de bâtiment fondées différemment et susceptibles d'être soumises à des tassements ou des soulèvements différentiels doivent être désolidarisées et séparées par un joint de rupture sur toute la hauteur de la construction ;
- les murs porteurs doivent comporter un chaînage horizontal et vertical liaisonné selon les préconisations de la norme DTU 20-1 (1) : Règles de calcul et dispositions constructives minimales ;

- la réalisation d'un plancher sur vide sanitaire ou sur sous-sol total est prescrite sauf si le dallage sur terre-plein fait l'objet de dispositions assurant l'atténuation du risque de mouvements différentiels vis-à-vis de l'ossature de la construction et de leurs conséquences, notamment sur les refends, cloisons, doublages et canalisations ;
- la mise en place d'un dispositif d'isolation thermique des murs en cas de source de chaleur en sous-sol.

### **Sous chapitre I-2 Mesures applicables à tous les autres bâtiments.**

Ces mesures s'appliquent notamment :

- aux bâtiments à usage autre qu'habitation à l'exception des bâtiments à usage agricole et des annexes d'habitation non accolées
- aux opérations d'habitat groupé
- aux bâtiments d'habitation collectifs

#### **Article I-2-1 - Est prescrite :**

- la réalisation d'une étude définissant les dispositions constructives nécessaires pour assurer la stabilité des constructions vis-à-vis du risque avéré de tassement ou de soulèvement différentiel et couvrant la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction aux caractéristiques du site, conformément à la mission géotechnique type G0 + G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 (1).

## **Chapitre II- Mesures applicables à l'environnement immédiat de l'ensemble des constructions projetées**

A défaut d'investigations ou d'études réalisées dans le cadre des missions géotechniques définies dans la norme NP P94-500 (1) et aboutissant à des dispositions contraires, les mesures suivantes sont applicables :

#### **Article II-1 - Sont interdits :**

- toute plantation d'arbre ou d'arbuste avide d'eau à une distance de la construction inférieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes) sauf mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ;
- tout pompage à usage domestique entre début mai et début octobre dans un puits situé à moins de 10 m d'une construction et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.

#### **Article II-2 - Sont prescrits :**

- le rejet des eaux pluviales ou usées dans le réseau collectif lorsqu'il existe. A défaut, les éventuels rejets ou puits d'infiltration doivent être situés à une distance minimale de 10 m de toute construction ;

- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (joints souples...);
- la récupération des eaux de ruissellement et leur évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau;
- la mise en place, sur toute la périphérie de la construction, d'un dispositif d'une largeur minimale de 1,50 m, s'opposant à l'évaporation, sous la forme d'un écran imperméable sous terre végétale (géomembrane) ou d'un revêtement étanche (terrasse), dont les eaux de ruissellement seront récupérées par un dispositif d'évacuation de type caniveau; il peut être dérogé à cette prescription en cas d'impossibilité matérielle (maison construite en limite de propriété par exemple).
- le captage des écoulements épidermiques lorsqu'ils existent, par un dispositif de drainage périphérique situé à une distance minimale de 2 m de toute construction;
- l'arrachage des arbres et arbustes avides d'eau existants situés à une distance de l'emprise de la construction projetée inférieure à leur hauteur à maturité. En zone fortement exposée (B1), un délai minimum de un an doit être respecté entre cet arrachage et le démarrage des travaux de construction lorsque le déboisement concerne des arbres de grande taille (plus de 10 m de haut) ou en nombre important (plus de cinq). Toutefois ce délai pourra être ramené à six mois si il est compris entre octobre et avril.
- à défaut de possibilité d'abattage des arbres situés à une distance de l'emprise de la construction inférieure à leur hauteur à maturité, la mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m.

## **Titre III- Mesures applicables aux constructions existantes**

Les dispositions du présent titre s'appliquent à l'ensemble des zones à risques délimitées sur le plan de zonage réglementaire, sauf dispositions particulières résultant d'investigations ou d'études réalisées dans le cadre des missions géotechniques définies dans la norme NF P94-500.

### **Article III-1 - Sont définies les mesures suivantes :**

- 1- le respect d'une distance supérieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes) pour toute nouvelle plantation d'arbre ou d'arbuste avide d'eau, sauf mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ;
- 2- l'élagage voire l'arrachage des arbres ou arbustes avides d'eau implantés à une distance de la construction inférieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes), sauf mise en place d'un écran anti-racine d'une profondeur minimale de 2 m ;
- 3- le respect des mesures préconisées par une étude de faisabilité, en application de la mission géotechnique G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 (1), pour les travaux de déblais ou de remblais modifiant localement la profondeur d'encastrement des fondations ;
- 4- l'interdiction de pompage, à usage domestique, entre mai et octobre dans un puits situé à moins de 10 m d'une construction et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.
- 5- le raccordement des canalisations d'eaux usées et pluviales au réseau collectif lorsqu'il existe ;
- 6- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (joints souples...) en cas de remplacement de ces dernières.
- 7- la récupération des eaux de ruissellement et son évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau ;

### **Article III-2**

Les mesures 1, 3 et 6 définies à l'article III-1 sont rendues immédiatement obligatoires en zone fortement exposée (B1).

### **Article III-4**

La mesure 4 définie à l'article III-1 est rendue obligatoire dans un délai de 1 an en zone fortement exposée (B1).

### **Article III-3**

La mesure 5 définie à l'article III-1 est rendue obligatoire dans un délai de 2 ans en zone fortement exposée (B1) et en zone moyennement exposée (B2).

#### **Article III-5**

Les mesures 2, et 7 définies à l'article III-1 sont rendues obligatoires dans un délai de 5 ans en zone fortement exposée (B1).

#### **Article III-6**

La mesure 1 définie à l'article III-1 est rendue immédiatement obligatoire en zone moyennement exposée (B2).

---

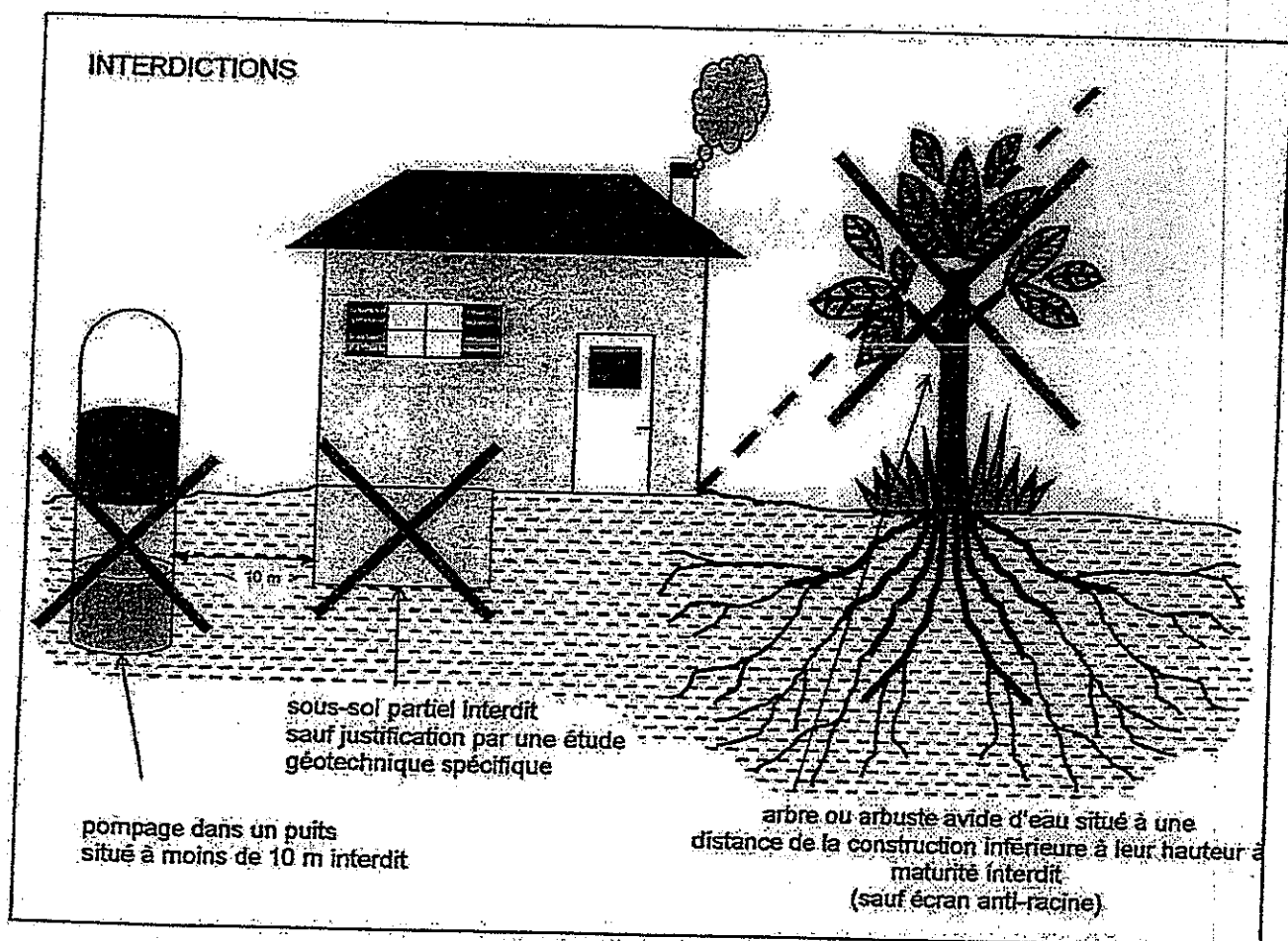
*(1), tous ces documents sont disponibles auprès de l'AFNOR*



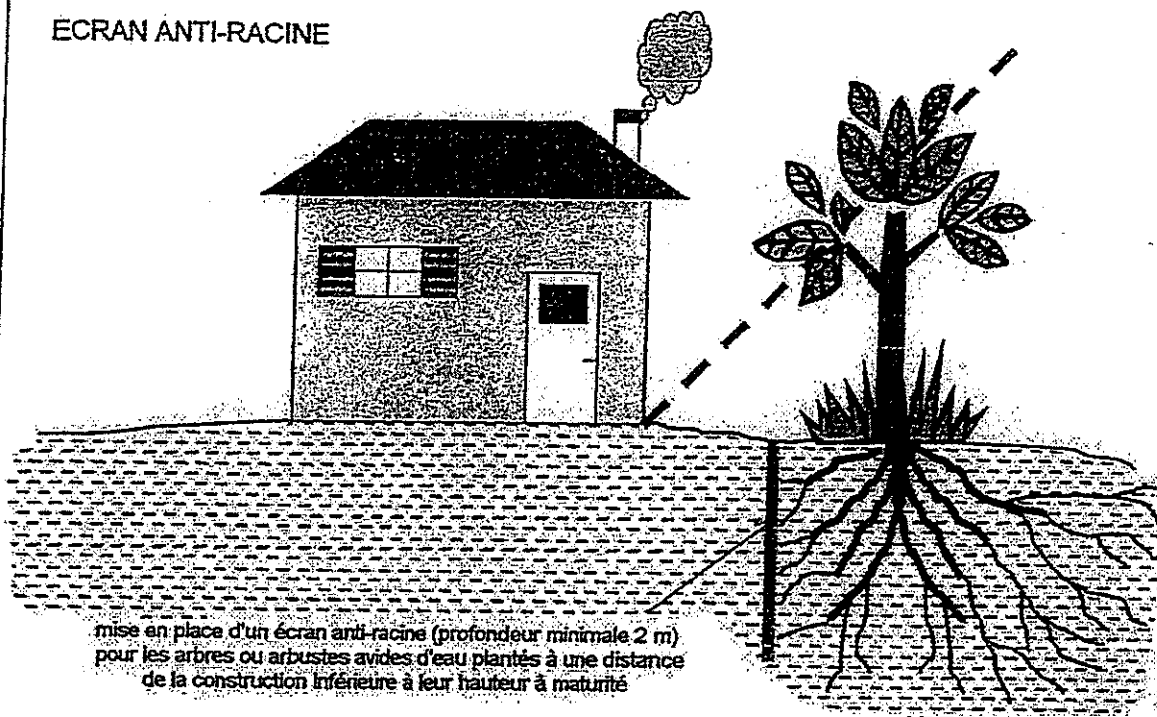
## ANNEXE 4

### Illustration des principales dispositions réglementaires de prévention des risques de mouvements de terrain différentiels liés au phénomène de retrait-gonflement

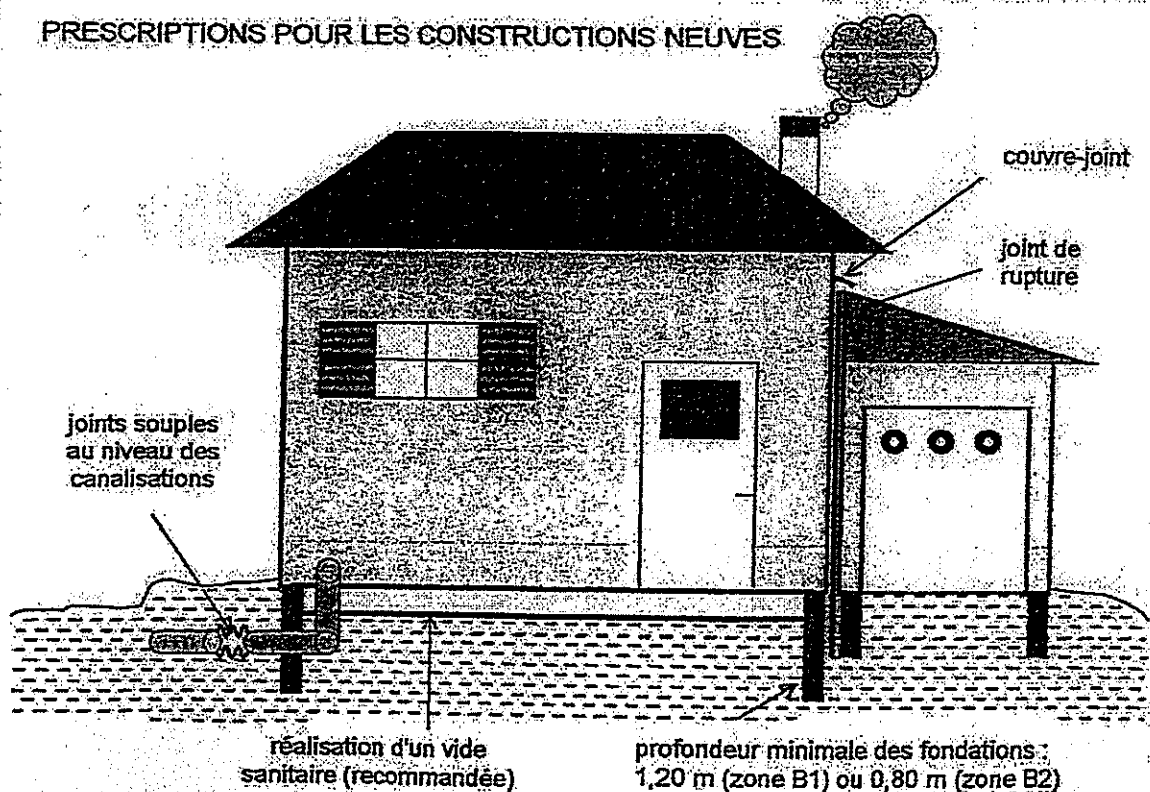
Les illustrations qui suivent présentent une partie des prescriptions et recommandations destinées à s'appliquer dans la zone réglementée par le PPR. Suivant le type de construction (existante ou projetée) et la zone réglementée (B1 ou B2) certaines de ces mesures sont obligatoires, d'autres non, et l'on se reportera donc au règlement pour obtenir toutes les précisions nécessaires.



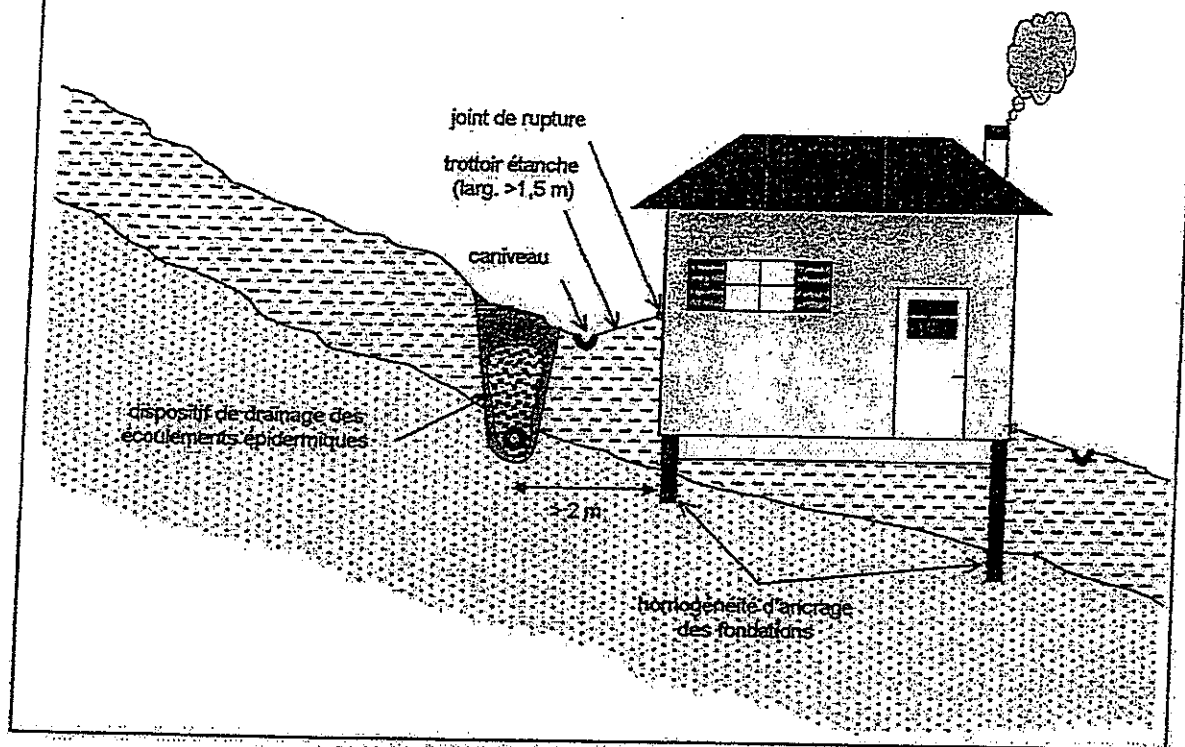
## ECRAN ANTI-RACINE



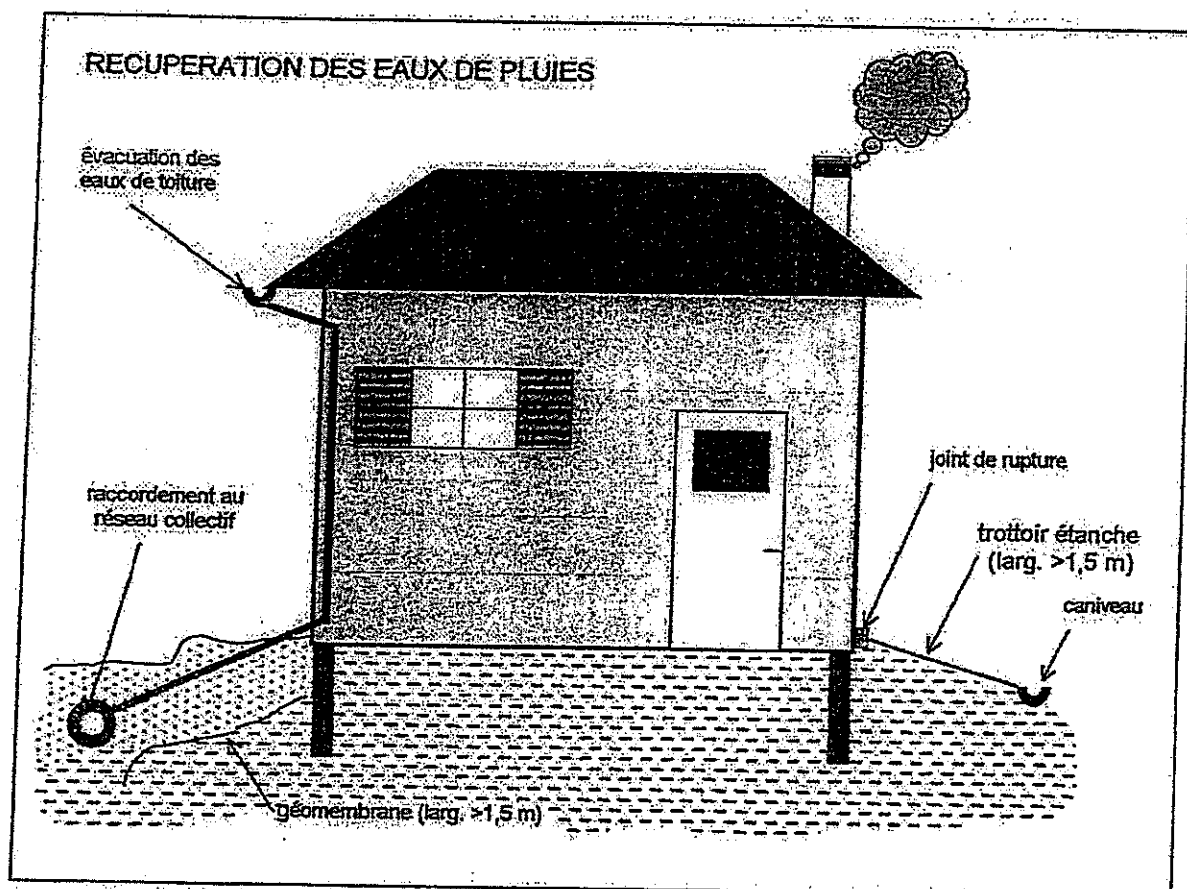
## PRESCRIPTIONS POUR LES CONSTRUCTIONS NEUVES



## PRESCRIPTIONS POUR LES TERRAINS EN PENTE



## RECUPERATION DES EAUX DE PLUIES



## ANNEXE 2

### Description des phénomènes de retrait-gonflement des sols argileux et de leurs conséquences

Le phénomène de retrait-gonflement concerne exclusivement les sols à dominante argileuse.

Ce sont des sols fins comprenant une proportion importante de minéraux argileux et le plus souvent dénommés « argiles », « glaises », « marnes » ou « limons ». Ils sont caractérisés notamment par une consistance variable en fonction de la quantité d'eau qu'ils renferment : collant aux mains, parfois « plastiques », lorsqu'ils sont humides, durs et parfois pulvérulents à l'état desséché.

Les sols argileux se caractérisent essentiellement par une grande influence de la teneur en eau sur leur comportement mécanique.

#### 1. Introduction aux problèmes de « retrait-gonflement »

Par suite d'une modification de leur teneur en eau, les terrains superficiels argileux varient de volume : retrait lors d'une période d'assèchement, gonflement lorsqu'il y a apport d'eau. Cette variation de volume est accompagnée d'une modification des caractéristiques mécaniques de ces sols.

Ces variations sont donc essentiellement gouvernées par les conditions météorologiques, mais une modification de l'équilibre hydrique établi (imperméabilisation, drainage, concentration de rejet d'eau pluviale....) ou une conception des fondations du bâtiment inadaptée à ces terrains sensibles peut tout à fait jouer un rôle pathogène.

La construction d'un bâtiment débute généralement par l'ouverture d'une fouille qui se traduit par une diminution de la charge appliquée sur le terrain d'assise. Cette diminution de charge peut provoquer un gonflement du sol en cas d'ouverture prolongée de la fouille (c'est pourquoi il est préconisé de limiter au maximum sa durée d'ouverture).

La contrainte appliquée augmente lors de la construction du bâtiment, et s'oppose plus ou moins au gonflement éventuel du sol. On constate en tout cas que plus le bâtiment est léger, plus la surcharge sur le terrain sera faible et donc plus l'amplitude des mouvements liés au phénomène de retrait-gonflement sera grande.

Une fois le bâtiment construit, la surface du sol qu'il occupe devient imperméable. L'évaporation ne peut plus se produire qu'en périphérie de la maison. Il apparaît donc un gradient entre le centre du bâtiment (où le sol est en équilibre hydrique) et les façades, ce qui explique que les fissures apparaissent de façon préférentielle dans les angles.

Une période de sécheresse provoque le retrait qui peut aller jusqu'à la fissuration du sol. Le retour à une période humide se traduit alors par une pénétration d'autant plus brutale de l'eau dans le sol par l'intermédiaire des fissures ouvertes, ce qui entraîne des phénomènes de gonflement. Le bâtiment en surface est donc soumis à des mouvements différentiels alternés dont l'influence finit par amoindrir la résistance de la structure. Contrairement à un phénomène de tassement des sols de remblais, dont les effets diminuent avec le temps, les désordres liés au retrait-gonflement des sols argileux évoluent d'abord lentement puis

s'amplifient lorsque le bâtiment perd de sa rigidité et que la structure originelle des sols s'altère.

Retrait et gonflement sont deux mécanismes liés. Il arrive que leurs effets se compensent (des fissures apparues en été se referment parfois en hiver), mais la variabilité des propriétés mécaniques des sols de fondations et l'hétérogénéité des structures (et des régimes de contraintes) font que les phénomènes sont rarement complètement réversibles.

L'intensité de ces variations de volume, ainsi que la profondeur de terrain affectée par ces mouvements de « retrait-gonflement » dépendent essentiellement :

- des caractéristiques du sol (nature, géométrie, hétérogénéité) ;
- de l'épaisseur de sol concernée par des variations de teneurs en eau : plus la couche de sol concernée par ces variations est épaisse, plus les mouvements en surface seront importants. L'amplitude des déformations s'amortit cependant assez rapidement avec la profondeur et on considère généralement qu'au-delà de 3 à 5 m, le phénomène s'atténue, car les variations saisonnières de teneurs en eau deviennent négligeables ;
- de l'intensité des facteurs climatiques (amplitude et surtout durée des périodes de déficit pluviométrique...) ;
- de facteurs d'environnement tels que :
  - . la végétation ;
  - . la topographie (pente) ;
  - . la présence d'eaux souterraines (nappe, source...) ;
  - . l'exposition (influence sur l'amplitude des phénomènes d'évaporation).

Ces considérations générales sur le mécanisme de retrait-gonflement permettent de mieux comprendre comment se produisent les sinistres « sécheresse » liés à des mouvements différentiels du sol argileux et quels sont les facteurs qui interviennent dans le processus. On distingue pour cela les facteurs de prédisposition (conditions nécessaires à l'apparition de ce phénomène), qui déterminent la répartition spatiale de l'aléa, et des facteurs qui vont influencer ce phénomène soit en le provoquant (facteurs de déclenchement), soit en en accentuant les effets (facteurs aggravants).

## **2. Facteurs intervenant dans le mécanisme**

### **2.1. Facteurs de prédisposition**

Il s'agit des facteurs dont la présence induit le phénomène de retrait-gonflement mais ne suffit pas à le déclencher. Ces facteurs sont fixes ou évoluent très lentement avec le temps. Ils conditionnent la répartition spatiale du phénomène et permettent de caractériser la susceptibilité du milieu.

En ce qui concerne le phénomène de retrait-gonflement, la nature lithologique du sol constitue le facteur de prédisposition prédominant. Les terrains susceptibles de retrait-gonflement sont les formations argileuses au sens large, mais leur nature peut être très variable : dépôts sédimentaires argileux, calcaires argileux, marno-calcaires, dépôts alluvionnaires, colluvions, roches éruptives ou métamorphiques altérées, etc.

La géométrie de la formation géologique a une influence dans la mesure où l'épaisseur de la couche de sol argileux joue sur l'amplitude du phénomène. Une formation argileuse continue sera plus dangereuse qu'un simple inter-lit argileux entre deux bancs calcaires. Mais cette dernière configuration peut dans certains cas conduire à l'apparition de désordres.

Le facteur principal est cependant lié à la nature minéralogique des composants argileux présents dans le sol. Un sol est généralement constitué d'un mélange de différents minéraux dont certains présentent une plus grande aptitude au phénomène de retrait-gonflement. Il s'agit essentiellement des smectites (famille de minéraux argileux tels que la montmorillonite), de certains interstratifiés, de la vermiculite et de certaines chlorites.

Les conditions d'évolution du sol après dépôt jouent également. Le contexte paléoclimatique auquel le sol a été soumis est susceptible de provoquer une évolution de sa composition minéralogique : une altération en climat chaud et humide (de type intertropical) facilite la formation de minéraux argileux gonflants. L'évolution des contraintes mécaniques appliquées intervient aussi : un dépôt vasard à structure lâche sera plus sensible au retrait qu'un matériau « surconsolidé » (sol ancien ayant subi un chargement supérieur à celui des terrains sus-jacents actuels), lequel présentera plutôt des risques de gonflement.

## **2.2. Facteurs déclenchants et/ou aggravants**

Les facteurs de déclenchement sont ceux dont la présence provoque le phénomène de retrait-gonflement mais qui n'ont d'effet significatif que s'il existe des facteurs de prédisposition préalables. La connaissance des facteurs déclenchants permet de déterminer l'occurrence du phénomène (autrement dit l'aléa et non plus seulement la susceptibilité).

Certains de ces facteurs ont plutôt un rôle aggravant : ils ne suffisent pas à eux seuls à déclencher le phénomène, mais leur présence contribue à en alourdir l'impact.

### **2.2.1. Phénomènes climatiques**

Les variations climatiques constituent le principal facteur de déclenchement. Les deux paramètres importants sont les précipitations et l'évapotranspiration.

En l'absence de nappe phréatique, ces deux paramètres contribuent en effet fortement aux variations de teneurs en eau dans la tranche superficielle des sols (que l'on peut considérer comme les deux premiers mètres sous la surface du sol).

L'évapotranspiration est la somme de l'évaporation (liée aux conditions de température, de vent et d'ensoleillement) et de la transpiration (eau absorbée par la végétation). Elle est mesurée dans quelques stations météorologiques mais ne constitue jamais qu'une approximation puisqu'elle dépend étroitement des conditions locales de végétation.

On raisonne en général sur les hauteurs de pluies efficaces, qui correspondent aux précipitations diminuées de l'évapotranspiration. Malheureusement, il est très difficile de relier la répartition dans le temps des hauteurs de pluies efficaces avec l'évolution des teneurs en eau dans le sol, même si l'on observe évidemment qu'après une période de sécheresse prolongée la teneur en eau dans la tranche superficielle de sol a tendance à diminuer tandis que l'épaisseur de la tranche de sol concernée par la dessiccation augmente, et ceci d'autant plus que cette période se prolonge.

On peut établir des bilans hydriques en prenant en compte la quantité d'eau réellement infiltrée (ce qui suppose d'estimer non seulement l'évaporation mais aussi le ruissellement), mais toute la difficulté est de connaître la réserve utile des sols, c'est-à-dire leur capacité à



emmagasiner de l'eau et à la restituer ensuite (par évaporation ou en la transférant à la végétation par son système racinaire). Les bilans établis selon la méthode de Thornthwaite supposent arbitrairement que la réserve utile des sols est pleine en début d'année, alors que les évolutions de celle-ci peuvent être très variables.

### 2.2.2. Actions anthropiques

Certains sinistres « sécheresse » ne sont pas déclenchés par un phénomène climatique, par nature imprévisible, mais par une action humaine.

Des travaux d'aménagement, en modifiant la répartition des écoulements superficiels et souterrains, ainsi que les possibilités d'évaporation naturelle, peuvent entraîner des modifications dans l'évolution des teneurs en eau de la tranche de sol superficielle.

La mise en place de drains à proximité d'un bâtiment peut provoquer un abaissement local des teneurs en eau et entraîner des mouvements différentiels au voisinage. Inversement, une fuite dans un réseau enterré augmente localement la teneur en eau et peut provoquer, outre une érosion localisée, un gonflement du sol qui déstabilisera un bâtiment situé à proximité. Dans le cas d'une conduite d'eaux usées, le phénomène peut d'ailleurs être aggravé par la présence de certains ions qui modifient le comportement mécanique des argiles et accentuent leurs déformations.

La concentration d'eau pluviale ou de ruissellement au droit de la construction joue en particulier un rôle pathogène déterminant.

Par ailleurs, la présence de sources de chaleur en sous-sol (four ou chaudière) à proximité d'un mur peut dans certains cas accentuer la dessiccation du sol dans le voisinage immédiat et entraîner l'apparition de désordres localisés.

Enfin, des défauts de conception de la construction tant au niveau des fondations (ancrage à des niveaux différents, bâtiment construit sur sous-sol partiel, etc.) que de la structure elle-même (par exemple, absence de joints entre bâtiments accolés mais fondés de manière différente) constituent un facteur aggravant indéniable qui explique l'apparition de désordres sur certains bâtiments, même en période de sécheresse à caractère non exceptionnel.

### 2.2.3. Conditions hydrogéologiques

La présence ou non d'une nappe, ainsi que l'évolution de son niveau en période de sécheresse, jouent un rôle important dans les manifestations du phénomène de retrait-gonflement.

La présence d'une nappe permanente à faible profondeur (c'est-à-dire à moins de 4 m sous le terrain naturel) permet en général d'éviter la dessiccation de la tranche de sol superficielle.

Inversement, le rabattement de la nappe (sous l'influence de pompes situées à proximité, ou du fait d'un abaissement généralisé du niveau) ou le tarissement des circulations d'eau superficielles en période de sécheresse provoque une aggravation de la dessiccation dans la tranche de sol soumise à l'évaporation.

Pour exemple, dans le cas d'une formation argileuse surmontant une couche sableuse habituellement saturée en eau, le dénoyage de cette dernière provoque l'arrêt des remontées capillaires dans le terrain argileux et contribue à sa dessiccation.

#### 2.2.4. Topographie

Hormis les phénomènes de reptation en fonction de la pente, les constructions sur terrain pentu peuvent être propices à l'apparition de désordres issus de mouvements différentiels du terrain d'assise sous l'effet de retrait-gonflement.

En effet, plusieurs caractères propres à ces terrains sont à considérer :

- le ruissellement naturel limite leur recharge en eau, ce qui accentue le phénomène de dessiccation du sol;
- un terrain en pente exposé au Sud sera plus sensible à l'évaporation, du fait de l'ensoleillement, qu'un terrain plat ou exposé différemment ;
- les fondations étant généralement descendues partout à la même cote se trouvent de fait ancrées plus superficiellement du côté aval ;
- enfin, les fondations d'un bâtiment sur terrain pentu se comportent comme une barrière hydraulique vis-à-vis des circulations d'eaux dans les couches superficielles le long du versant. Le sol à l'amont tend donc à conserver une teneur en eau plus importante qu'à l'aval.

#### 2.2.5. Végétation

La présence de végétation arborée à proximité d'un édifice construit sur sol sensible peut, à elle seule, constituer un facteur déclenchant, même si, le plus souvent, elle n'est qu'un élément aggravant.

Les racines des arbres soutirent l'eau contenue dans le sol, par un mécanisme de succion. Cette succion crée une dépression locale autour du système racinaire, ce qui se traduit par un gradient de teneur en eau dans le sol. Celui-ci étant en général faiblement perméable du fait de sa nature argileuse, le rééquilibrage des teneurs en eau est très lent.

Ce phénomène de succion peut alors provoquer un tassement localisé du sol autour de l'arbre. Si la distance au bâtiment n'est pas suffisante, cela peut entraîner des désordres au niveau des fondations, et à terme sur la bâtisse elle-même.

On considère en général que l'influence d'un arbre adulte se fait sentir jusqu'à une distance égale à une fois et demi sa hauteur. Les racines seront naturellement incitées à se développer en direction de la maison puisque celle-ci limite l'évaporation et maintient donc sous sa surface une zone de sol plus humide. Contrairement au processus d'évaporation qui affecte surtout la tranche superficielle des deux premiers mètres, les racines d'arbres ont une influence jusqu'à 4 à 5 m de profondeur, voire davantage.

Le phénomène sera d'autant plus important que l'arbre est en pleine croissance et qu'il a besoin de plus d'eau. Ainsi on considère qu'un peuplier ou un saule adulte a besoin de 300 l d'eau par jour en été. En France, les arbres considérés comme les plus dangereux du fait de leur influence sur les phénomènes de retrait, sont les chênes, les peupliers, les saules et les cèdres. Des massifs de buissons ou arbustes situés près des façades peuvent cependant causer aussi des dégâts.

Par ailleurs, des risques importants de désordres par gonflement de sols argileux sont susceptibles d'apparaître, souvent plusieurs années après la construction de bâtiments, lorsque ces derniers ont été implantés sur des terrains anciennement boisés et qui ont été défrichés pour les besoins du lotissement. La présence de ces arbres induisait en effet une modification importante de l'équilibre hydrique du sol, et ceci sur plusieurs mètres de profondeur. Leur suppression se traduit par une diminution progressive de la succion, l'eau



infiltrée n'étant plus absorbée par le système racinaire. Il s'ensuit un réajustement du profil hydrique, susceptible d'entraîner l'apparition d'un gonflement lent mais continu.

### **.3. Mécanismes et manifestations des désordres**

Les mouvements différentiels du terrain d'assise d'une construction se traduisent par l'apparition de désordres qui affectent l'ensemble du bâti et qui sont en général les suivants :

#### **Gros-œuvre :**

- fissuration des structures enterrées ou aériennes ;
- déversement de structures fondées de manière hétérogène ;
- désencastrement des éléments de charpente ou de chaînage ;
- dislocation des cloisons.

#### **Second-œuvre :**

- distorsion des ouvertures ;
- décollement des éléments composites (carrelage, plâtres...) ;
- rupture de tuyauteries et canalisations.

#### **Aménagement extérieur :**

- fissuration des terrasses ;
- décollement des bâtiments annexes, terrasses, perrons ;

La nature, l'intensité et la localisation de ces désordres dépendent de la structure de la construction, du type de fondation réalisée et bien sûr de l'importance des mouvements différentiels de terrain subis.

L'exemple type de la maison sinistrée par la sécheresse est :

- une maison individuelle (structure légère) ;
- à simple rez-de-chaussée avec dallage sur terre-plein voire sous-sol partiel ;
- fondée de façon relativement superficielle, généralement sur des semelles continues, peu ou non armées et peu profondes (inférieur à 80 cm) ;
- avec une structure en maçonnerie peu rigide, sans chaînage horizontal ;

et reposant sur un sol argileux.

## Annexe n°5

### Rapport du Service Départemental d'Incendie et de Secours

**Service départemental d'incendie et de secours de la Dordogne**  
*Etablissement Public Administratif*

**Corps départemental des  
sapeurs-pompiers**

**Groupement des Services Opérationnels**

**Service Opération Prévision**

SOP/SL/SL/N° 2366

Dossier suivi par :

Le Service Opération Prévision

Périgueux, le

**12 MARS 2007**

Le directeur départemental  
des services d'incendie et de secours  
chef du corps départemental

à

Aquitaine Géométrie  
Madame Bénédicte Fortuné  
35, rue Couleau  
24600 Ribérac

Objet : Elaboration de la carte communale de Sainte-Croix de Mareuil.

Vos références : Courrier du 21 février 2007.

Pièces jointes : 2 cartes.

Par courrier ci-dessus référencé vous demandez au Service Départemental d'Incendie et de Secours de vous adresser un avis suite à une modification de zonage liée au projet de l'usine CMP.

Suite à l'étude des dossiers, j'ai l'honneur de vous faire part de la remarque suivante :

- prévoir la création de point de point d'eau, au lieu-dit "La Pinassière". Le nombre sera défini en fonction de l'activité "Zone UY".

Pour information, la création et/ou le renforcement de la défense incendie peuvent être assurés en fonction des possibilités hydrauliques :

- soit l'implantation de poteaux d'incendie normalisés NFS 61 213 (120m3 utilisables en 2 heures sous une pression dynamique de 1 bar),
- soit une réserve incendie d'une capacité de 120 m3, ou réalimentée pouvant fournir 120 m3 utilisables en 2 heures.



Colonel François Colomès.

**Service départemental d'incendie et de secours de la Dordogne**  
*Etablissement Public Administratif*

**Corps départemental des  
sapeurs-pompiers**

**Groupeement des Services Opérationnels**

**Service Opération Prévision**

BPCP/PV/MC/N° 354

Périgueux, le 12 JAN. 2006

Le directeur départemental  
des services d'incendie et de secours  
chef du corps départemental

à

Monsieur B. Fortuné  
Aquitaine Géométrie  
35, rue Couleau  
24600 Ribérac

Objet : Elaboration de la carte communale de Sainte Croix de Mareuil.

Vos références : 2005-R320-11

Pièce jointe : 1 dossier.

Par courrier en date du 21 décembre 2005, vous demandez au Service Départemental d'Incendie et de Secours un avis sur l'élaboration de la carte communale de Sainte Croix de Mareuil.

Suite à l'étude du dossier, j'ai l'honneur de vous faire part qu'il n'y aurait que des avantages à créer une défense incendie aux lieux-dits « La Neuillie », « Verdinas », « La Durantie », « Echandeuil » par :

- soit l'implantation de poteaux d'incendie normalisés NFS 61 213 (120m3 utilisables en 2 heures sous une pression dynamique de 1 bar),
- soit une réserve incendie d'une capacité de 120 m3, ou réalimentée pouvant fournir 120 m3 utilisables en 2 heures.



Lieutenant-colonel François Colomès.

## Annexe n°6

Arrêté préfectoral de classement  
des infrastructures de transport terrestre  
pour le bruit – Routes départementales.

PREFECTURE DE LA DORDOGNE

ARRETE PREFECTORAL DE CLASSEMENT DES  
INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT TERRESTRE  
POUR LE BRUIT.

ROUTES DEPARTEMENTALES

SERVICES DÉCONCENTRÉS DE L'ÉTAT  
AUPRÈS DU PRÉFET

SECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT  
DÉPARTEMENT ADMINISTRATIF  
4016 - PÉRIGUEUX CEDEX  
TEL : 05 53 03 65 00

RÉFÉRENCES A RAPPELER :

SPE/DER  
29 OCT. 1999

991942

Le Préfet du département de la Dordogne  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111.4.1 ;

VU la loi n° 92.1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14 ;

VU le décret n° 95.20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L 111.11.1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

VU le décret n° 95.21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement ;

VU l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU l'avis des communes suite à leur consultation en date du 17 novembre 1998 ;

VU l'avis du comité de pilotage réuni le 30 octobre 1998 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Dordogne,

## A R R E T E

**Article 1** - les dispositions des articles 2 et 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, sont applicables dans le département de la Dordogne aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur les plans joints en annexe.

**Article 2** - Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

### ROUTES DEPARTEMENTALES

<i>Nom de l'infrastructure</i>	<i>Communes concernées</i>	<i>Délimitation du tronçon</i>	<i>Catégorie de l'infrastructure</i>	<i>Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)</i>	<i>Type de tissu (rue en U ou tissu ouvert)</i>
RD 25	SIORAC EN PERIGORD	Du carrefour giratoire de la RD 710 à la sortie de l'agglomération de Siorac	4	30 m	Ouvert
RD 25	SIORAC EN PERIGORD PALEYRAC LE BUISSON DE CADOUIN	De la sortie de l'agglomération de Siorac à l'entrée du Buisson de Cadouin	3	100 m	Ouvert
RD 25	LE BUISSON DE CADOUIN	De l'entrée du Buisson de Cadouin au RD 51 E	4	30 m	Ouvert
RD 29	CALES BADEFOLS/DORDOGNE PONTOURS LALINDE COUZE-ST-FRONT	De la RD 28 à l'entrée de Lalinde	3	100 m	Ouvert
RD 32	BERGERAC	Rue Mounet Sully (de la place Tassigny à la rue Montauriol)	3	100 m	U
RD 32	BERGERAC Bds Albert Claveille et Albert Calmette	De la rue Rodolphe Bruzac au boulevard Chanzy	4	30 m	Ouvert
RD 32	BERGERAC PRIGONRIEUX	De la rue Montauriol à l'entrée de Prigonrieux	4	30 m	Ouvert
RD 32	PRIGONRIEUX	Entre l'entrée et la sortie de l'agglomération de Prigonrieux	4	30 m	Ouvert
RD 32	PRIGONRIEUX LA FORCE ST-PIERRE D'EYRAUD LE FLEIX	Entre la sortie de Prigonrieux et le RD 20	3	100 m	Ouvert
RD 660	BERGERAC COURS DE PILE CREYSSE ST-GERMAIN ET MONS ST-AGNE ST-CAPRAISE DE LALINDE BANEUIL COUZE et ST-FRONT	De la RN 21 à la RD 703 (Port de Couze)	3	100 m	Ouvert

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de tissu (rue en U ou tissu ouvert)
RD 703	COUZE et ST-FRONT LALINDE	De la RD 660 (Couze) à la sortie de Lalinde	3	100 m	Ouvert
RD 703	SIORAC EN PERIGORD	De la RD 710 à la sortie de l'agglomération de Siorac	4	30 m	Ouvert
RD 703	SIORAC EN PERIGORD MARNAC BERBIGUIERES ST-CYPRIEN	Entre la sortie de Siorac et l'entrée de St-Cyprien	3	100 m	Ouvert
RD 703	ST-CYPRIEN	Entre les panneaux d'agglomération de St-Cyprien	4	30 m	Ouvert
RD 703	ST-CYPRIEN CASTELS BEZENAC ST-VINCENT DE COSSE BEYNAC ET CAZENAC	De la sortie de St-Cyprien à la sortie de Beynac (côté Est)	3	100 m	Ouvert
RD 703	BEYNAC ET CAZENAC	Entre la sortie de Beynac (côté Est) et la fin de la zone 50	4	30 m	Ouvert
RD 703	BEYNAC ET CAZENAC VEZAC LA ROQUE GAGEAC	De la fin de la zone 50 (côté Est) au RD 46	3	100 m	Ouvert
RD 709	BERGERAC	Rue Berggren (entre le boulevard Pimont et le boulevard Voltaire)	3	100 m	Ouvert
RD 709	BERGERAC	Rue Berggren (du bd Voltaire à la rue Fénelon)	2	250 m	U
RD 709	BERGERAC	Place de la Madeleine	3	100 m	Ouvert
RD 709	BERGERAC	Rue Fénelon	3	100 m	U
RD 709	BERGERAC	Vieux pont	3	100 m	Ouvert
RD 709	BERGERAC	De la rue Hippolyte Taine à la place Doublet	2	250 m	U
RD 709	BERGERAC	Place Doublet	3	100 m	Ouvert
RD 709	BERGERAC	De la place Doublet à la place Malbec	3	100 m	U
RD 709	BERGERAC	Place malbec	3	100 m	Ouvert
RD 709	BERGERAC	De la place Malbec au palais de justice	2	250 m	U
RD 709	BERGERAC	Du palais de justice à la place de la République	3	100 m	Ouvert
RD 709	BERGERAC	Rue de la Résistance	2	250 m	U
RD 709	BERGERAC	Place Gambetta	3	100 m	Ouvert
RD 709	BERGERAC	Du boulevard Beausoleil à la sortie de Bergerac	3	100 m	Ouvert
RD 933	BERGERAC	De la place Madeleine au bd Voltaire	2	250 m	Ouvert
RD 933	BERGERAC ST-LAURENT DES VIGNES MONBAZILLAC	Du bd Voltaire à la RD 14	3	100 m	Ouvert



<i>Nom de l'infrastructure</i>	<i>Communes concernées</i>	<i>Délimitation du tronçon</i>	<i>Catégorie de l'infrastructure</i>	<i>Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)</i>	<i>Type de tissu (rue en U ou tissu ouvert)</i>
RD 933	MONBAZILLAC ST-LAURENT DES VIGNES ROUFFIGNAC DE SIGOULES POMPORT	De la RD 14 à l'entrée de l'agglomération de Rouffignac de Sigoules	3	100 m	Ouvert
RD 933	ROUFFIGNAC DE SIGOULES	Entre les panneaux de l'agglomération de Rouffignac de Sigoules	4	30 m	Ouvert
RD 933	ROUFFIGNAC DE SIGOULES ST-JULIEN D'EYMET FLAUGEAC MESCOULES FONROQUE	Du panneau sud de l'agglomération de Rouffignac de Sigoules au panneau nord de l'agglomération de Fonroque	3	100 m	Ouvert
RD 933	FONROQUE	Entre les panneaux de l'agglomération de Fonroque	4	30 m	Ouvert
RD 933	FONROQUE EYMET	Entre le panneau sud de l'agglomération de Fonroque et le panneau nord de l'agglomération d'Eymet	3	100 m	Ouvert
RD 933	EYMET	Entre les panneaux de l'agglomération d'Eymet	4	30 m	Ouvert
RD 933	EYMET	Du panneau sud de l'agglomération d'Eymet à la limite du Lot et Garonne	3	100 m	Ouvert
RD 936	BERGERAC	De la place de la Madeleine au boulevard de Monbazillac	2	250 m	U
RD 936	BERGERAC	Du boulevard de Monbazillac au giratoire de la Cavaille	3	100 m	Ouvert
RD 936	BERGERAC LAMONZIE-ST-MARTIN ST-LAURENT DES VIGNES GARDONNE	Du giratoire de la Cavaille à la limite du département de la Gironde	3	100 m	Ouvert
RD 936	PORT STE FOY ST-ANTOINE DE BREUILH VELINES MONTCARET	De la limite du département de la Gironde au panneau est de Montcaret	3	100 m	Ouvert
RD 936	MONTCARET	Entre les panneaux de l'agglomération de Montcaret	2	250 m	U
RD 936	LAMOTHE MONTRAVEL	Entre les panneaux de l'agglomération de Lamothe Montravel	2	250 m	U
RD 936	MONTCARET LAMOTHE MONTRAVEL	Entre le panneau ouest de l'agglomération de Montcaret et le panneau est de Lamothe Montravel	3	100 m	Ouvert

<i>Nom de l'infrastructure</i>	<i>Communes concernées</i>	<i>Délimitation du tronçon</i>	<i>Catégorie de l'infrastructure</i>	<i>Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)</i>	<i>Type de tissu (rue en U ou tissu ouvert)</i>
RD 936	LAMOTHE MONTRAVEL	Du panneau ouest de l'agglomération de Lamothe Montravel à la limite du département de la Gironde	3	100 m	Ouvert
RD 936 E1	BERGERAC ST-LAURENT DES VIGNES	Entre la RN 21 et la RD 936 (giratoire de la Cavaille)	3	100 m	Ouvert
RD 936 E1	ST-LAURENT DES VIGNES BERGERAC	Du giratoire de la Cavaille (RD 936) au giratoire de Bridet (RD 933)	3	100 m	Ouvert
RD 936 E1	BERGERAC	Du giratoire de Bridet (RD 933) au giratoire du Thème (RN 21)	3	100 m	Ouvert
RD 675	NONTRON ST-MARTIAL DE VALETTE	Du panneau sud de l'agglomération de Nontron au carrefour du RD 708	3	100 m	Ouvert
RD 939	BRANTOME CANTILLAC ST-CREPIN DE RICHEMONT ST-FELIX DE BOURDEILLES MONSEC VIEUX MAREUIL	Du carrefour giratoire avec la RD 675 au panneau est de l'agglomération de Vieux-Mareuil	3	100 m	Ouvert
RD 939	VIEUX MAREUIL	Entre les panneaux de l'agglomération de Vieux Mareuil	4	30 m	Ouvert
RD 939	VIEUX MAREUIL MAREUIL	Du panneau ouest de l'agglomération de Vieux mareuil au carrefour avec la RD 708	3	100 m	Ouvert
RD 939	MAREUIL STE-CROIX DE MAREUIL ROCHEBEAUCOURT	Du carrefour avec la RD 708 au panneau est de l'agglomération de la Rochebeaucourt	3	100 m	Ouvert
RD 939	ROCHEBEAUCOURT	Du panneau est de l'agglomération de Rochebeaucourt à la limite du département de la Charente	4	30 m	Ouvert
RD 5	BOULAZAC	Du carrefour avec la RN 2089 au carrefour giratoire avec la RD 5E	4	30 m	Ouvert
RD 5 E	TRELISSAC BOULAZAC	Du carrefour avec la RN 21 au carrefour giratoire de la RD 5	4	30 m	Ouvert
RD 8	TRELISSAC PERIGUEUX	Du carrefour avec la rue des Digitales au rond point Georges Pompidou	3	100 m	Ouvert
RD 8	PERIGUEUX	Boulevard Michel Montaigne voie ouest de la place Bugeaud (Tournay au rond point du général de Gaulle)	3	100 m	Ouvert
RD 113	COULOUNIEUX	De la RN 21 au panneau nord de l'agglomération de Coulounieix-Chamiers	4	30 m	Ouvert

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de tissu (rue en U ou tissu ouvert)
RD 113	COULOUNIEIX	Du panneau nord de l'agglomération de Coulounieix-Chamiers au carrefour giratoire de la RN 2089	3	100 m	Ouvert
RD 710	CHANCELADE MARSAC	Entre les RD 3 et RD 710 E	3	100 m	Ouvert
RD 710	CHANCELADE MARSAC	Entre les RD 939 et RD 710 E	3	100 m	Ouvert
RD 710	LA DOUZE STE-MARIE DE CHIGNAC	Entre le carrefour giratoire RN 89 (Niversac) et le panneau nord d'agglomération des Versannes	3	100 m	Ouvert
RD 710	LA DOUZE ST-PIERRE DE CHIGNAC	Entre les panneaux de l'agglomération des Versannes	4	30 m	Ouvert
RD 710	LA DOUZE	Entre le panneau sud de l'agglomération des Versannes et le panneau nord de La Douze	3	100 m	Ouvert
RD 710	LA DOUZE	Entre les panneaux de l'agglomération de La Douze	4	30 m	Ouvert
RD 710	LA DOUZE	Entre le panneau sud de l'agglomération de La Douze et le carrefour avec le RD 47	3	100 m	Ouvert
RD 710 E	MARSAC	Avenue Suder (entre la RD 710 et la RN 2089)	3	100 m	Ouvert
RD 939	PERIGUEUX	Rue Victor Hugo (entre le bd Montaigne et la rue Guynemer)	2	250 m	U
RD 939	PERIGUEUX	Rue Victor Hugo (entre la rue Guynemer et la rue Coligny)	3	100 m	U
RD 939	PERIGUEUX	Rue Victor Hugo (entre la rue Coligny et la rue des Ateliers)	2	250 m	U
RD 939	PERIGUEUX	Rue Pierre Sébard (entre la rue des Ateliers et la RD 710)	3	100 m	Ouvert
RD 939	PERIGUEUX CHANCELADE CHATEAU L'EVEQUE SENCENAC BRANTOME	Entre la RD 710 (Beauronne) et le giratoire nord de Brantôme	3	100 m	Ouvert
RD 674	PARCOUL	De la limite du département de la Charente à la VC Les Faures	3	100 m	Ouvert
RD 674	PARCOUL	De la voie communale les Faures au panneau sud de Parcouil	3	100 m	U

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de tissu (rue en U ou tissu ouvert)
RD 674	PARCOUL	Du panneau sud de l'agglomération de Parcou à la RD 5	4	30 m	Ouvert
RD 674	LA ROCHE CHALAIS	Entre les RD 5 et RD 105	3	100 m	U
RD 674	LA ROCHE CHALAIS	Du RD 105 à la limite du département de la Gironde	4	30 m	Ouvert
RD 708	RIBERAC VILLETUREIX	Entre les RD 710 et la RD 709	3	100 m	Ouvert
RD 57	VEZAC SARLAT	Entre les RD 703 et RD 25	3	100 m	Ouvert
RD 57	SARLAT	Entre les RD 25 et RD 704	2	250 m	Ouvert
RD 704	MONTIGNAC	Entre le giratoire de Chambon et le panneau est de l'agglomération de Montignac	3	100 m	Ouvert
RD 704	SARLAT	Entre la RD 704 A et le giratoire sud de Sarlat	3	100 m	Ouvert
RD 704	SARLAT PROISSANS MARCILLAC-ST-QUENTIN	Entre les RD 6 et RD 60	3	100 m	Ouvert
RD 704	SARLAT	Avenue du général De Gaulle entre la RD 6 et la rue du 26 juin 1944	3	100 m	Ouvert
RD 704	SARLAT	Avenue du Général Leclerc, avenue Thiers et avenue Aristide Briand	3	100 m	Ouvert
RD 3	ST-ASTIER	Entre le panneau est de l'agglomération de St-Astier et la RD 43	4	30 m	Ouvert
RD 41	ST-ASTIER	Entre la RD 43 et la fin du pont côté bourg	4	30 m	Ouvert
RD 41	ST-ASTIER	De la fin du pont côté bourg au carrefour de la RD 3	3	100 m	U

1) La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure à partir de :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

**Article 3** - Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2, doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95.20 et 95.21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique minimum est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95.20 susvisé.

**Article 4** - Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31.130 « Acoustique : cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les « rues en U » ;
- à une distance de l'infrastructure (\*) de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

(\*) Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

**Article 5** - Le présent arrêté est applicable, à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

**Article 6** - Les communes concernées par le présent arrêté sont :  
BADEFOLS/DORDOGNE - BANEUIL - BERGERAC - BEZENAC - BEYNAC ET  
CAZENAC - BOULAZAC - BRANTOME - LE BUISSON DE CADOUIN - CALES -  
CANTILLAC - CASTELS - CHANCELADE - CHATEAU L'EVEQUE - COULOUNIEIX -  
COURS DE PILE - COUZE-ST-FRONT - CREYSSE - LA DOUZE - EYMET -  
FLAUGEAC - LE FLEIX - FONROQUE - GARDONNE - LA FORCE-LALINDE -  
LAMOTHE MONTRAVEL - LAMONZIE-ST-MARTIN - MARCILLAC-ST-QUENTIN -  
MAREUIL - MARNAC - MARSAC - MESCOULES - MONBAZILLAC - MONSEC -  
MONTCARET - MONTIGNAC - NONTRON - PALEYRAC - PARCOUL - PERIGUEUX -  
POMPORT - PORT-STE-FOY - PRIGONRIEUX - PROISSANS - RIBERAC - LA  
ROCHEBEAUCOURT - LA ROCHE CHALAIS - ROUFFIGNAC DE SIGOULES - ST-  
AGNE - ST-ANTOINE DE BREUILH - ST-ASTIER - ST-CAPRAISE DE LALINDE - ST-  
CREPIN DE RICHEMONT - ST-CYPRIEN - STE-CROIX DE MAREUIL - ST-FELIX DE  
BOURDEILLES - ST-GERMAIN ET MONS - ST-JULIEN D'EYMET - ST-LAURENT  
DES VIGNES - STE-MARIE DE CHIGNAC - ST-MARTIAL DE VALETTE - ST-PIERRE  
DE CHIGNAC - ST-PIERRE D'EYRAUD - ST-VINCENT DE COSSE - SARLAT -  
SENCENAC - SIORAC EN PERIGORD - TRELISSAC - VELINES - VEZAC - VIEUX  
MAREUIL - VILLETOUTREIX.

**Article 7**

- M. le secrétaire général de la préfecture,
- M. le président du conseil général
- M. le sous-préfet de Bergerac,
- M. le sous-préfet de Sarlat,
- M. le sous-préfet de Nontron,
- MM. les maires des communes concernées,
- M. le directeur départemental de l'équipement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

29 OCT. 1999

**Annexe**

- Cartes représentant la catégorie des infrastructures

Pour ampliation

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur départemental de l'équipement

Local es de l'équipement

Alain CARTAILLER

Le Préfet

Pour le Préfet  
et par délégation

Le Secrétaire Général

Signé : Robert SAUTY

## Annexe n°7

Arrêté inter-préfectoral  
relatif au forage de la Chabroulie.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

*Liberté Égalité Fraternité*

PREFECTURE DE LA DORDOGNE

Service déconcentré de l'Etat

D.D.A.F.

Rue du 26ème Régiment d'Infanterie  
24016 - PERIGUEUX CEDEX

Service Gestion de l'Eau

SO - GM/AF 99 N° 991002

REPUBLIQUE FRANÇAISE

*Liberté Égalité Fraternité*

PREFECTURE DE LA CHARENTE

ARRETE INTERPREFECTORAL

portant déclaration d'utilité publique des travaux projetés  
par LE SIAEP de MAREUIL/BELLE (Dordogne)  
en vue de l'alimentation en eau potable, concernant :  
- la dérivation des eaux par le forage de LA CHABROULIE ;  
- la création des périmètres de protection de ce point de  
prélèvement d'eau ;  
- la détermination du volume d'eau maximum à prélever de  
ce captage.

Le préfet de la Dordogne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Le préfet de la Charente  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les délibérations concordantes de conseils municipaux des communes décidant la constitution du syndicat aux fins de travaux destinés à l'alimentation en eau potable ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'expropriation ;

VU le code de Santé Publique, en particulier les articles L 20 et L 20-1 ;

VU le code rural, en particulier l'article 113 sur la dérivation des eaux non domaniales ;

VU la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, et les décrets du 29 mars 1993, pris pour l'application de l'article 10 de cette loi ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution et ses décrets d'application ;

VU le décret n° 89.3 du 3 Janvier 1989 (articles 4, 5, 16) relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, modifié et complété par le décret n° 95363 du 5 Avril 1995 ;

VU le décret n° 94.354 du 29 avril 1994 , l'arrêté préfectoral du 28 juin 1995, relatifs au zones de répartition des eaux ;



VU le règlement sanitaire départemental ;

VU les délibérations du 13 novembre 1991 et du 13 décembre 1995 du Comité du syndicat du SIAEP de MAREUIL (Dordogne) portant engagement à respecter et à mener à son terme la procédure de mise en place des périmètres de protection, et à réunir les ressources nécessaires à la couverture des dépenses ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé conformément à l'arrêté interpréfectoral en date du 10 avril 1998 dans les communes de Ste Croix de Mareuil, La Rochebeaucourt et Argentine, les Graulges, Puyrénier, Mareuil en Dordogne, Combiers en Charente, en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène de la Dordogne du 13 janvier 1999 ;

VU l'avis favorable de M. le commissaire enquêteur, en date du 30 Juin 1998 ;

VU l'avis favorable de M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Dordogne ;

CONSIDERANT que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par le décret n° 72.195 du 29 février 1972 ;

SUR la proposition de Mrs. les secrétaires généraux des préfectures de la Dordogne et de la Charente,

#### ARRE TENT :

**ARTICLE 1er** - Sont déclarés d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines par le forage des la **Chabroulie (Dordogne)**, ainsi que les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour de ce captage.

**ARTICLE 2** - Le SIAEP de MAREUIL/BELLE est autorisé à prélever une partie des eaux souterraines, par le forage de la **Chabroulie**, situé sur le territoire de la commune de STE CROIX DE MAREUIL.

**ARTICLE 3** - Le volume d'eau à prélever par ce captage par pompage par le SIAEP de MAREUIL, ne pourra excéder 100 m3/heure ou 2 000 m3/jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ses travaux, le SIAEP de MAREUIL/BELLE, devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le ministre de l'agriculture de la pêche, sur le rapport du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Dordogne.

**ARTICLE 4** - Les dispositions prévues pour que les diverses prescriptions de l'article précédent soient régulièrement observées, ainsi que les appareils de jaugeage et de contrôle nécessaires, devront être soumis par la Collectivité à l'agrément du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Dordogne, avant leur mise en service.

**ARTICLE 5** - Conformément à l'article L 20 du code de la santé publique, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du forage des **la Chabroulie**.

\* Le périmètre de protection immédiate s'étendra conformément aux indications du plan parcellaire au 1/2500ème ci-annexé, à la partie de la parcelle n° 786 Section B 3, lieu-dit "La Chabroulie", Commune de STE CROIX DE MAREUIL (Dordogne).

\* Le périmètre de protection rapprochée est confondu avec le périmètre de protection immédiate.

\* Le périmètre de protection éloignée, s'étendra, à l'ensemble délimité sur le plan de situation ci-joint au 10 000ème, situé sur les communes de LA ROCHEBEAUCOURT ET ARGENTINE, STE CROIX DE MAREUIL, MAREUIL, LES GRAULGES, PUYRENIER (en Dordogne), COMBIERS (en Charente).

#### **ARTICLE 6** - DISPOSITIFS REGLEMENTAIRES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES

##### **6-1 : A L'INTERIEUR DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE (ou RAPPROCHEE) :**

- Sont interdits tous dépôts, installations ou activités, autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.

##### **6-2 : A L'INTERIEUR DU PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE :**

- Tout projet de forage au même aquifère pourra faire l'objet de prescriptions spécifiques, après avis du CDH ou d'un hydrogéologue, si les incidences, tant au plan qualitatif que quantitatif sont susceptibles de nuire au forage AEP. Ces prescriptions seront indiquées dans le cadre de l'examen du dossier par le service police des eaux (utilisation d'explosifs en forage, injection éventuelle d'acide, pompage d'essai de longue durée...).

- L'utilisation d'explosifs en carrières : les charges employées seront calculées de manière à ne pas provoquer de dommages aux cimentations des forages.

- Toute activité ou installation, susceptibles de générer une pollution seront bien évidemment soumis à une application stricte de la Réglementation Générale.

**ARTICLE 7** - Le terrain, objet du périmètre de protection immédiate doit être acquis en pleine propriété et devra être clôturé à la diligence et aux frais du SIAEP de MAREUIL/BELLE.

**ARTICLE 8** - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité ainsi que celui du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel seront assurés par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

**ARTICLE 9** - Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 5, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de trois ans.

**ARTICLE 10** - Le Président du SIAEP agissant au nom de la collectivité, est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu de d'ordonnance n° 58 997 du 23 octobre 1958, les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la constitution du périmètre de protection immédiate. Les expropriations, éventuellement nécessaires, devront être réalisées dans un délai de trois ans, à compter de la publication du présent arrêté.

**ARTICLE 11** - Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret N° 67 1094 du 15 décembre 1967, pris pour l'application de la loi N° 64 1245 du 16 décembre 1964.

**ARTICLE 12** - Il sera pourvu à la dépense engendrée par ces travaux, grâce aux fonds libres dont pourra disposer la collectivité, aux emprunts qu'elle pourra contracter, et aux subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat, du département ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

**ARTICLE 13**

- Mrs les secrétaires généraux des préfectures de la Dordogne et de la Charente,
- Mme le sous-préfet de NONTRON,
- Mrs les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt de la Dordogne et de la Charente,
- Mrs les directeurs départementaux des affaires sanitaires et sociales,
- Mrs les directeurs départementaux de l'équipement de la Dordogne et de la Charente,
- Ms les directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche, et de l'environnement d'Aquitaine et de Poitou-Charentes,
- Mmes et Mrs les Inspecteurs, chargés ds Installations Classées,
- Mmes et Mrs les Maires de ST CROIX DE MAREUIL, LA ROCHEBEAUCOURT ET ARGENTINE, LES GRAULGES, PUYRENIER, MAREUIL (en Dordogne),
- Mr le Maire de COMBIERS (en Charente),

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Dordogne et de la Charente.

FAIT A PERIGUEUX, le 04 JUIN 1999

Le préfet de la Dordogne

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général


Le préfet de la Charente

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Signé : Robert SAUT

Signé : Philippe PAOLANTONI

Pour ampliation

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur du Développement  
Local et du Cadre de Vie,  
  
Alain CARTAILLER

S.I.A.E.P. de MAREUIL sur Belle

Forage de CHABROULIE

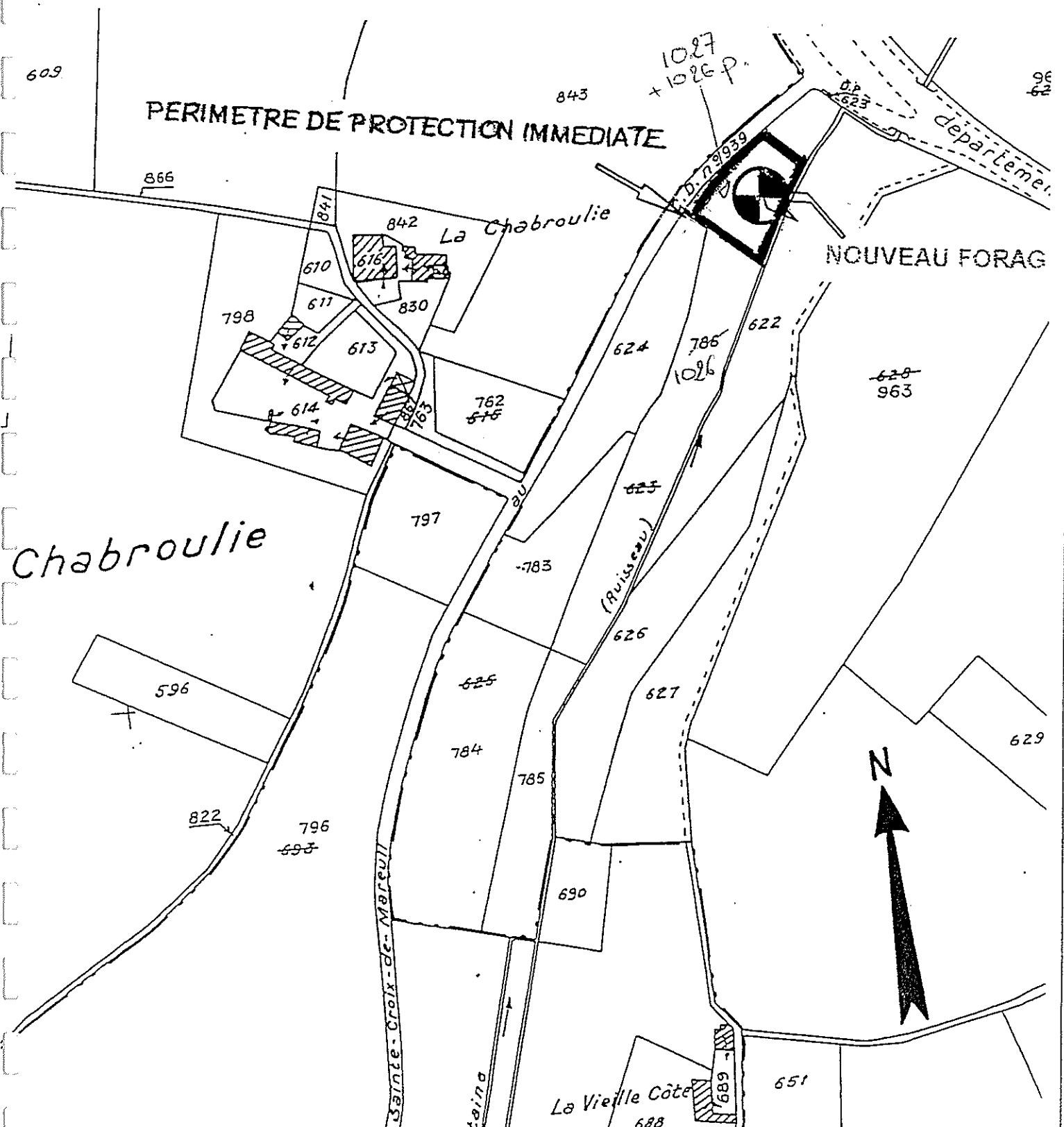
Commune de Sainte Croix de Mareuil

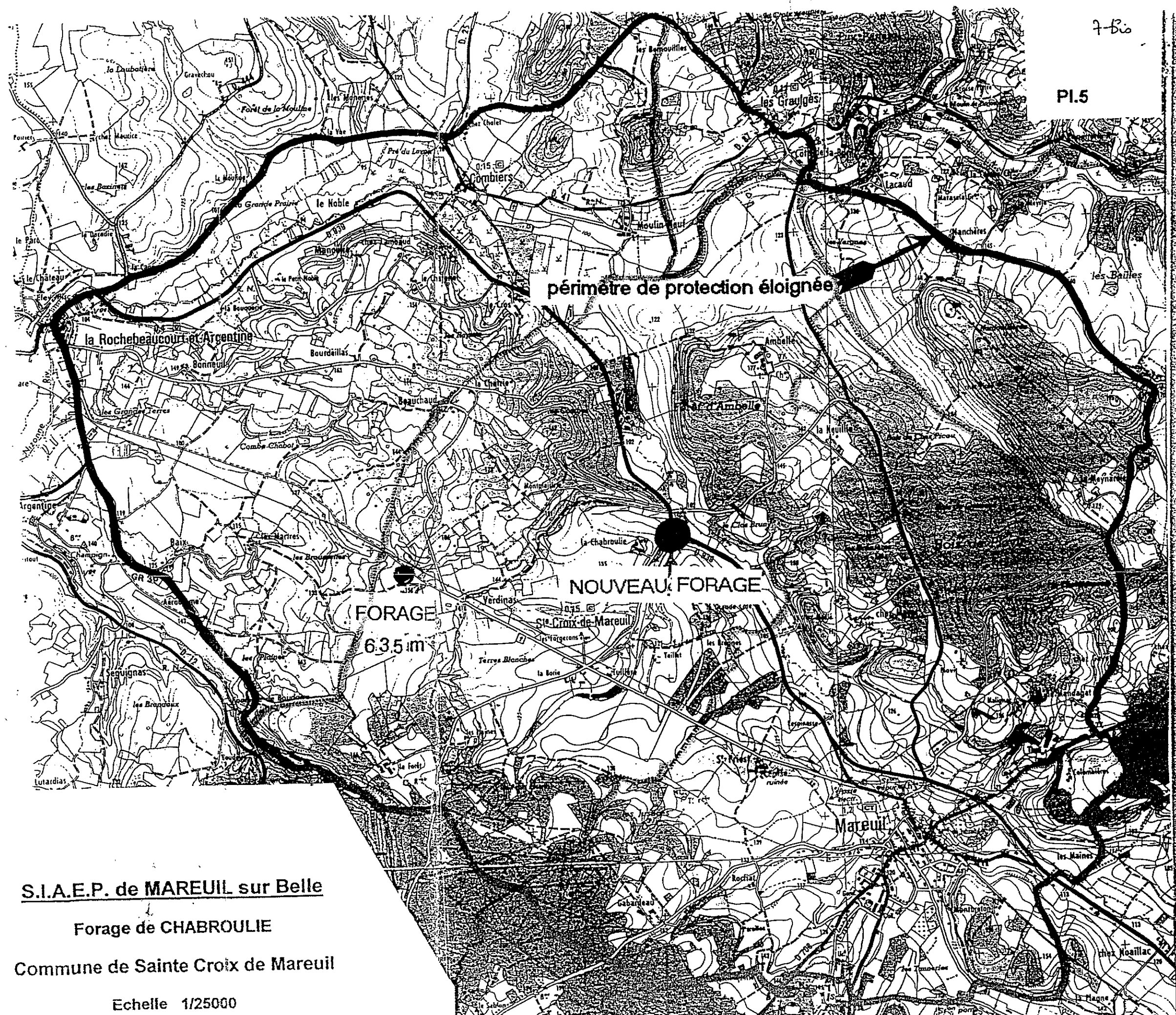
Pl.4

SECTION B3

Echelle 1/2500

**PERIMETRE DE PROTECTION  
IMMEDIATE**





7-Bis

PI.5

périmètre de protection éloignée

NOUVEAU FORAGE

FORAGE

6.35 m



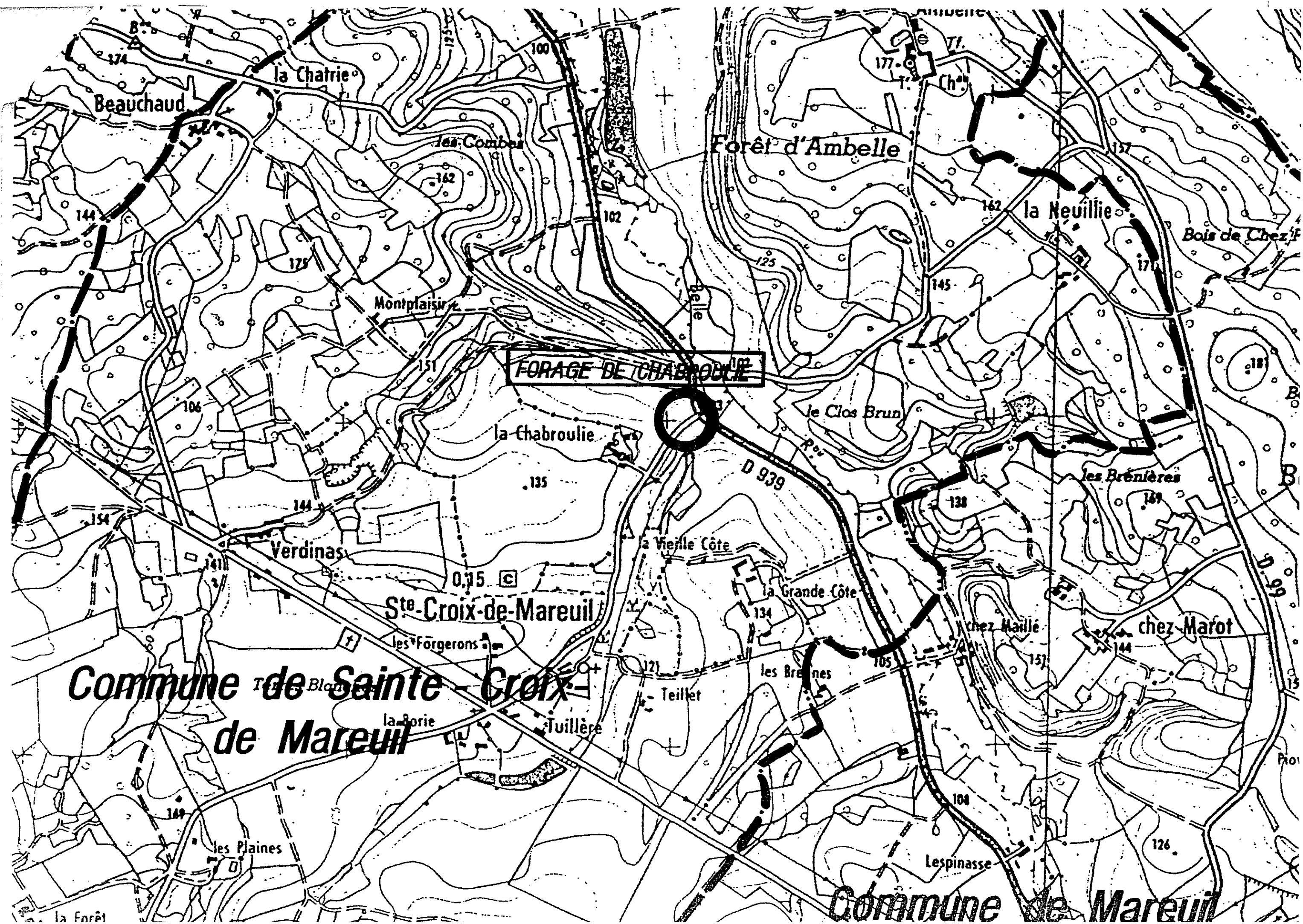
S.I.A.E.P. de MAREUIL sur Belle

Forage de CHABROULIE

Commune de Sainte Croix de Mareuil

Echelle 1/25000





## Annexe n°8

Arrêtés préfectoraux  
autorisant l'exploitation de carrières.



PRÉFECTURE DE LA DORDOGNE

DIRECTION  
DE LA COORDINATION  
INTERMINISTÉRIELLE

MISSION AGRICULTURE,  
ENVIRONNEMENT  
ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

REFERENCE A RAPPELER

N° : 020414

DATE : 08 MARS 2002



LE PREFET DE LA DORDOGNE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code minier ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU ensemble la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 modifiant le code minier, les décrets n° 80-331 du 7 mai 1980 et 99-116 du 12 février 1999 relatifs à la police des mines et des carrières et portant règlement général des industries extractives ;

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

VU le décret 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de ladite loi ;

VU le décret n° 96-18 du 5 janvier 1996 et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 février 2000 autorisant la SA César domiciliée BP 21, 24340 St Sulpice de Mareuil à exploiter une carrière à ciel ouvert de grès ferrugineux sur le territoire de la Commune de Ste Croix de Mareuil aux lieux-dits "La Durantie, L'Echandeuil" ;

VU la demande d'extension et de renouvellement d'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de grès ferrugineux sur le territoire des communes de Goûts Rossignol, La Rochebeaucourt, Ste Croix de Mareuil aux lieux-dits "L'Echandeuil, La Durantie, Les Rénies, Les Chambois" présentée le 06 juin 2001, complétée le 25 juillet 2001 par monsieur le directeur général de la SA César ;



VU les résultats de l'enquête publique et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU l'avis de l'inspecteur des installations classées en date du 17 décembre 2001 ;

VU l'avis émis par la commission départementale des carrières dans sa réunion du **12 FEV. 2002**

VU l'avis du directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement d'Aquitaine ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que les mesures imposées à l'exploitant, notamment la présence de clôtures, de panneaux et d'une bande non exploitable de 10 mètres en bordure du périmètre autorisé sont de nature à limiter les risques vis à vis du public ;

**CONSIDERANT** que la mise en rétention des stockages d'hydrocarbures, la présence d'une aire étanche pour le ravitaillement des engins sont de nature à limiter l'impact en cas d'incident sur les eaux souterraines ;

**CONSIDERANT** que la mise en place d'un merlon de terre autour de l'exploitation lorsqu'elle se rapprochera des hameaux de L'Echandeuil et de la Durantie est de nature à limiter l'impact sonore et visuel ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant justifie de ses capacités techniques et financières pour mener à bien l'exploitation ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-2 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La SA César, domiciliée BP 21, 24340 St Sulpice de Mareuil est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de grès ferrugineux sur le territoire des communes de Goûts Rossignol, La Rochebeaucourt, Ste Croix de Mareuil aux lieux-dits "L'Echandeuil, La Durantie, Les Rénies, Les Chambois".

Cette activité est visée par la rubrique n° 2510.1 de la nomenclature des installations classées.

## Article 2

Conformément au plan joint à la demande, lequel est annexé à l'original du présent arrêté, ainsi qu'un plan de phasage des travaux et un plan de remise en état du site, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles cadastrées :

- commune de Goûts Rossignol, dans la section ZB sous les n° 3, 4, 67 et dans la section ZE sous les n° 9 à 13,
- commune de La Rochebeaucourt dans la section AM sous les n° 176, 177, 179 a, 179 b,
- commune de Ste Croix de Mareuil dans la section C3 sous les n° 264, 267, 273 à 276, 286, 478, 488, 496, 616 à 619, 672, 673, 679, 698.

La surface globale approximative s'élève à 47 ha 65 a 78 ca.

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 10 000 tonnes.

Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est de 3 000 tonnes, le tonnage moyen de 1 000 tonnes.

L'autorisation d'exploitation est accordée sous réserve des droits des tiers pour une durée de 10 ans à compter de la notification du présent arrêté. Les travaux d'extraction des matériaux doivent être arrêtés 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

## Article 3

L'autorisation délivrée vaut pour une exploitation conforme aux documents et informations figurant dans la demande et dans l'étude d'impact, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions prescrites par le présent arrêté.

## Article 4

Sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, l'exploitant doit se conformer :

- aux dispositions de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières rappelées et complétées par les dispositions du présent arrêté ;
- aux dispositions du code minier et des textes pris pour son application relatives à la sécurité et à l'hygiène du personnel, à la conservation de la carrière et à la bonne utilisation du gisement.

## AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

## Article 5

5.1. L'accès à la voirie publique doit être déterminé en accord avec les services compétents. Il doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité

publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Des panneaux A14 doivent être placés aux endroits appropriés.

5.2. Avant le début de l'exploitation, doivent être apposés sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux comportant en caractères apparents, l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

5.3. Des bornes doivent être placées en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

5.4. Lorsqu'il existe un risque, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation doit être mis en place en périphérie de cette zone.

## **Article 6**

Dès que sont mis en place les aménagements du site visés à l'article 5 permettant la mise en service effective de la carrière, l'exploitant adresse, en 3 exemplaires, à monsieur le préfet, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

L'exploitant joint à la déclaration de début d'exploitation le document attestant la constitution des garanties financières conforme à l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998.

Un avis annonçant le dépôt de la déclaration de début d'exploitation sera publié aux frais de l'exploitant par les soins du préfet dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

En outre, l'exploitant doit indiquer au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, conformément aux dispositions du règlement général des industries extractives, le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux, le nom du laboratoire chargé d'effectuer les analyses de poussières ainsi que celui de l'organisme extérieur de prévention qu'il a choisi.

## **CONDUITE DE L'EXPLOITATION**

### **Article 7**

L'exploitation doit être conduite conformément au schéma d'exploitation et à l'échéancier correspondant annexés au présent arrêté.

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le défrichement ne doit pas avoir lieu pendant la période de nidification des oiseaux.

#### Article 8

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

#### Article 9

9.1. La puissance exploitée ne doit pas dépasser 20 mètres.

Une épaisseur minimum de 5 mètres doit être laissée au-dessus du niveau statique de la nappe.

La profondeur d'exploitation est limitée à la cote minimale NGF de 140.

9.2. Méthode d'exploitation

L'exploitation de la superficie autorisée doit être conduite en 13 phases comme décrites dans le dossier du pétitionnaire. Chaque phase doit être exploitée par secteurs de 4000 m<sup>2</sup> maximum. Deux secteurs peuvent être exploités simultanément.

L'exploitation du secteur N+2 ne peut commencer qu'après remise en état du secteur N.

L'exploitation peut se dérouler sur un seul palier jusqu'à une profondeur de 5 mètres. Au-delà, l'exploitation doit se dérouler par paliers de 5 mètres de haut séparés par des banquettes de 5 mètres de large.

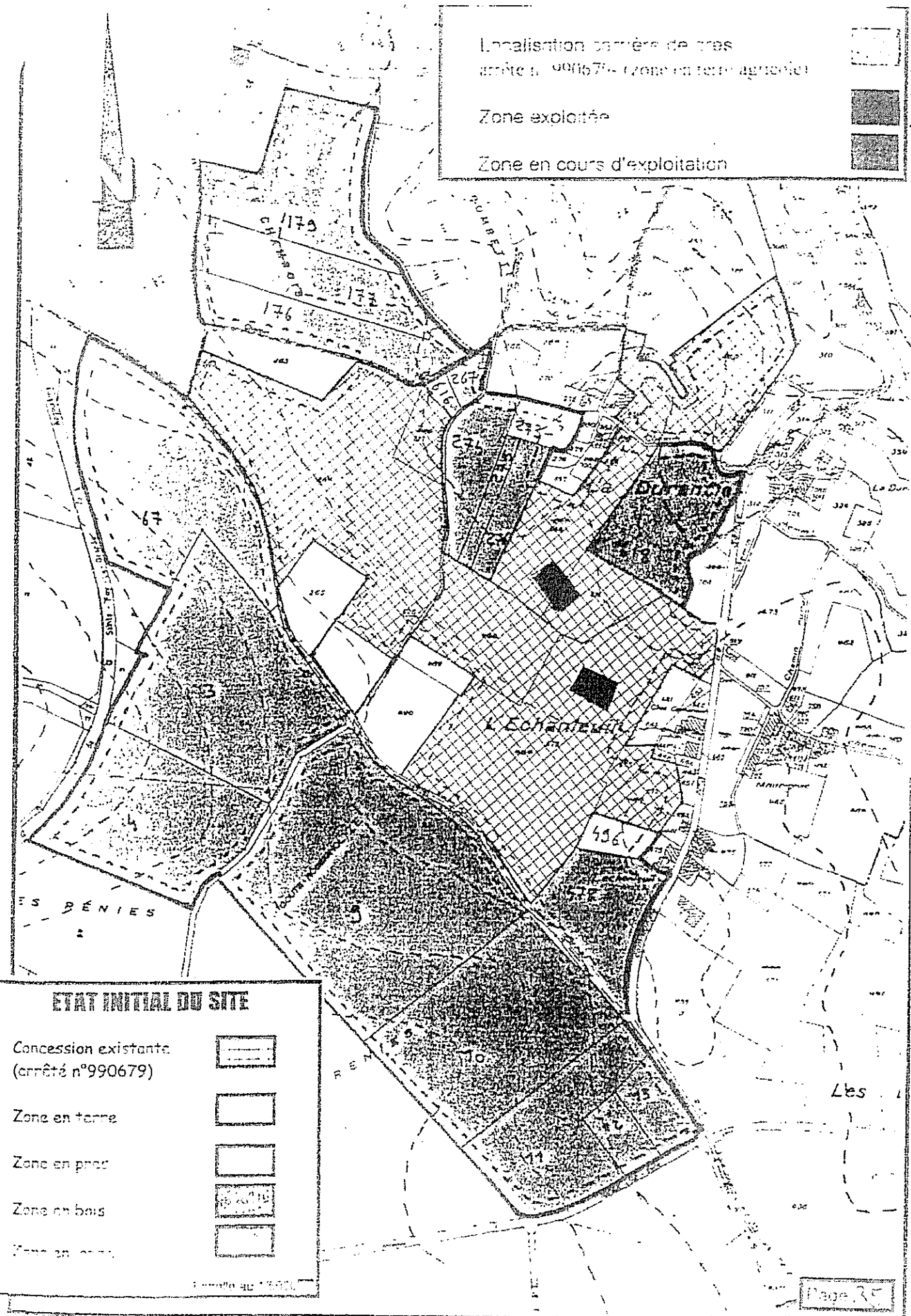
Dans tous les cas, les gradins doivent avoir une pente maximale de 45 °.

Les matériaux de découverte doivent être stockés en vue de leur utilisation pour les opérations de remise en état qui doivent s'effectuer au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Ils doivent être mis en merlon de façon à limiter la vue sur l'exploitation depuis le chemin de grande randonnée lorsque l'exploitation se rapprochera des hameaux de "L'Echandeuil" et de "La Durantie".

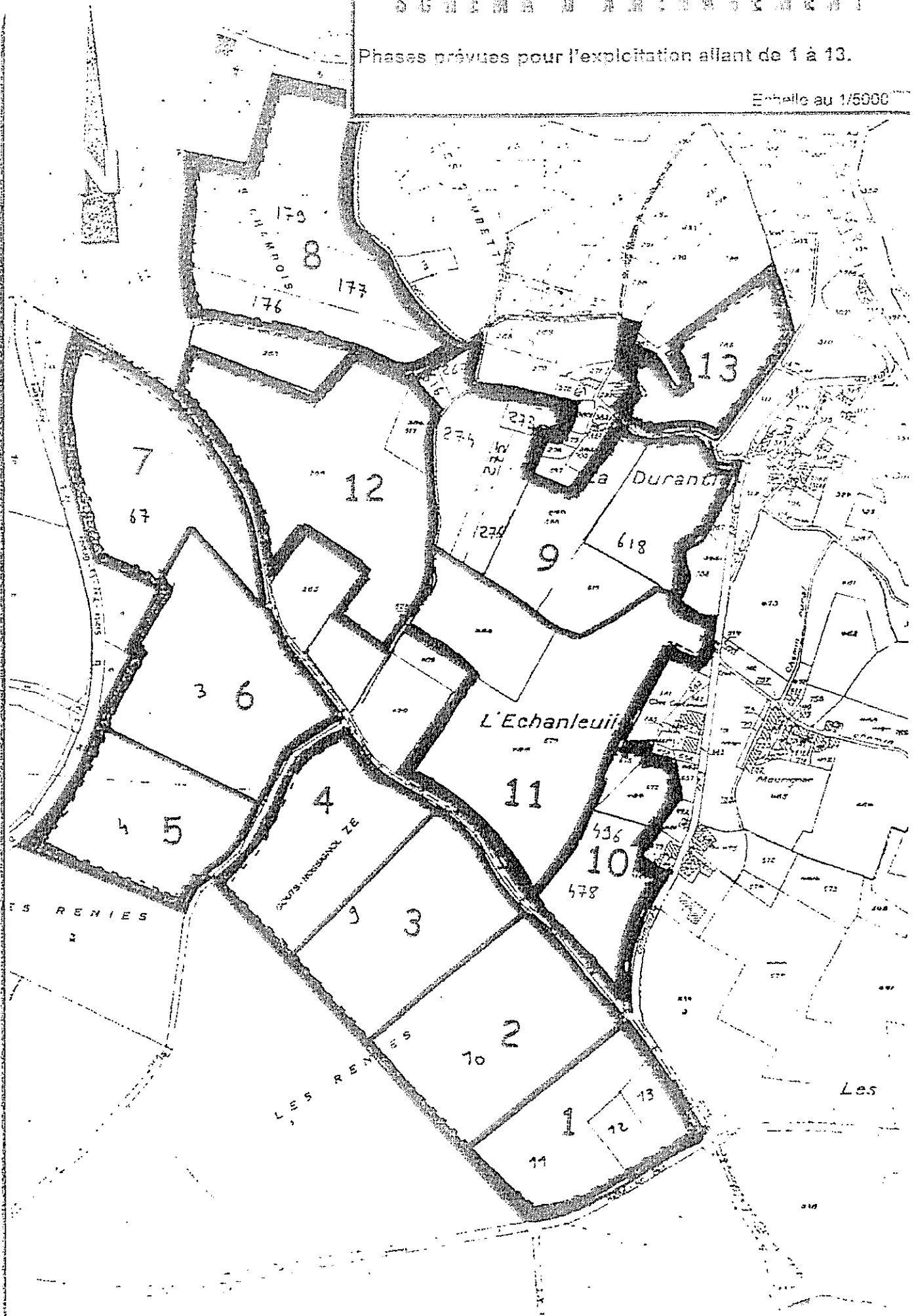
### SECURITE DU PUBLIC

#### Article 10

10.1. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.



## Phases prévues pour l'exploitation allant de 1 à 13.

Echelle au 1/50000<sup>me</sup>

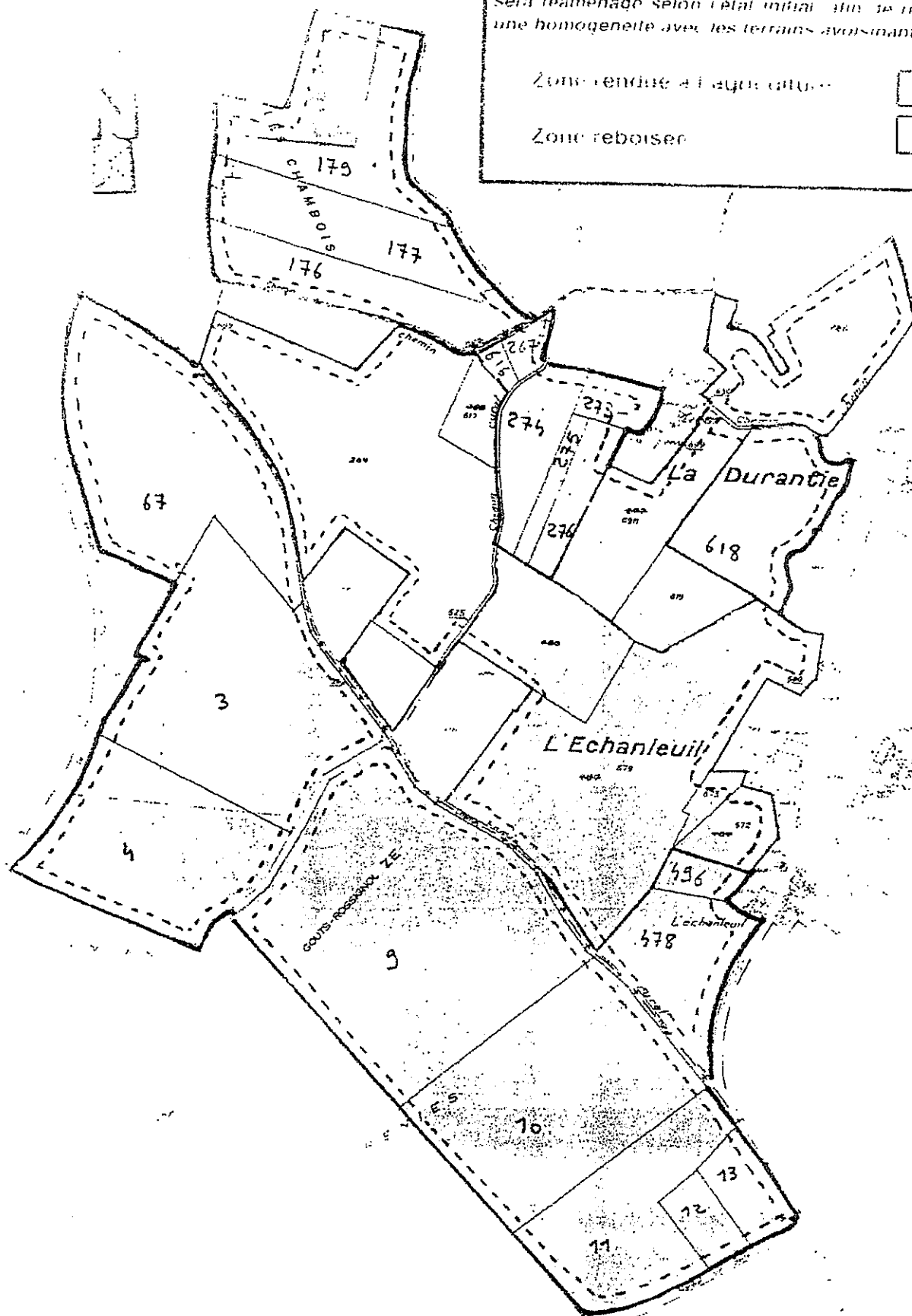
# REMISE EN ETAT FINALE

L'ensemble des parcelles faisant objet d'une exploitation sera réaménagé selon l'état initial afin de redonner au site une homogénéité avec les terrains avoisinants.

Zone rendue à l'agriculture



Zone reboisée



Echelle au 1/5000<sup>ème</sup>

DIRECTION DE LA COORDINATION  
INTERMINISTÉRIELLE  
MISSION AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT  
ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE  
2, rue Paul Louis Courier  
24016 - PERIGUEUX Cédex  
☎ 05.53.02.26.39

PRÉFECTURE DE LA DORDOGNE

**ARRETE PREFECTORAL d'AUTORISATION**  
**D'exploiter une installation de broyage, concassage et criblage**  
**de produits minéraux par la**  
**SNC CHARGES MINERALES du PERIGORD**

**A**

**24340 - Sainte CROIX de MAREUIL**

**LE PREFET de la DORDOGNE**  
**Officier de la Légion d'Honneur**

REFERENCE A RAPPELER

N° 031148

DATE 10 JUIL. 2003

**VU** le Code de l'Environnement et notamment l'article L 512-2 ;

**VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié;

**VU** la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

**VU** le décret 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de ladite loi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** la demande enregistrée le 29 mars 2002 par laquelle la S.N.C.Charges Minérales du Périgord, dont le siège social est situé "Chemin de halage" - 60340 Villers sous Leu, sollicite l'autorisation de mettre en service une installation de broyage, concassage et criblage de produits minéraux sur le territoire de la commune de SAINTE CROIX DE MAREUIL au lieu-dit "La Pinassière" ;

**VU** plans et renseignements joints à la demande précitée, et notamment l'étude d'impact ;

**VU** l'avis de l'inspecteur des installations classées en date du 29 avril 2003 ;

**VU** l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa réunion du 27 mai 2003 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que les conditions de fonctionnement de l'installation, définies dans le dossier de demande et dans le mémoire en réponse faisant suite à l'enquête publique, sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à garantir un maximum de sécurité des installations

**CONSIDERANT** que les mesures prévues par l'exploitant, notamment la mise sur rétention de la cuve aérienne d'hydrocarbures et des différents produits spéciaux, la réalisation d'une aire étanche avec récupération des huiles usagées pour l'entretien des engins, la pose d'un enrobé sur l'aire de circulation des camions visant à récupérer les eaux de ruissellement, sont de nature à limiter les risques de pollution des eaux superficielles et souterraines ;



**CONSIDERANT** que la mise en place de bassins de sécurité, la modification du système de refroidissement par eau des 9 broyeurs permettant de fonctionner en circuit fermé, sont de nature à limiter les prélèvements et les entraînements de matières en suspension dans le milieu naturel ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant s'engage à prendre toutes les dispositions, notamment par la réalisation de merlons anti-bruit, visant à réduire les nuisances sonores vis à vis des riverains les plus proches ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-2 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**SUR** proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

#### **1.1 - Installations autorisées**

La S.N.C.Charges Minérales du Périgord, dont le siège social est situé "Chemin de halage" - 60340 Villers sous Leu, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de **SAINTE CROIX DE MAREUIL** au lieu-dit "La Pinassière", les installations suivantes dans son établissement de broyage, concassage et criblage de produits minéraux :

Rubrique de classement	Libellé	Critère propre au dossier	AS - A D - NC
<b>2515.1</b>	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	<b>5000 kW</b>	<b>A</b>
<b>1434.1.b</b>	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution). Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou de réservoirs des véhicules à moteur, le dédit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant supérieur ou égal à 1 m³/h, mais inférieur à 20 m³/h	<b>1 m³/h</b>	<b>D</b>
<b>1432</b>	Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430C d'un volume de 30000 m³, représentant une capacité équivalente totale de :	<b>8,2 m³</b>	<b>NC</b>
<b>2930</b>	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et d'engins à moteur	<b>360 m²</b>	<b>NC</b>

Les installations citées à l'article ci-dessus sont reportées sur le plan de situation de l'usine annexé au présent arrêté.

L'installation sera située sur la parcelle cadastrée dans la section C1 sous le numéro 1pp d'une superficie totale de l'ordre de 2,5 ha environ.

## **1.2 - Installations connexes non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration figurant dans le tableau visé à l'article 1.1 - .

## **ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION**

### **2.1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

L'exploitant doit mettre en place une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation.

### **2.2 - Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

### **2.3 - Contrôles, analyses et contrôles inopinés**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'établissement.

L'inspection des installations classées peut réaliser ou demander à tout moment la réalisation par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

# PLAN PARCELLAIRE

Section AH

Section AJ

Commune de  
LA ROCHEBEAUCOURT-ET-ARGENTINE

Section C feuille 1

Commune de  
STE-CROIX-DE-MAREUIL

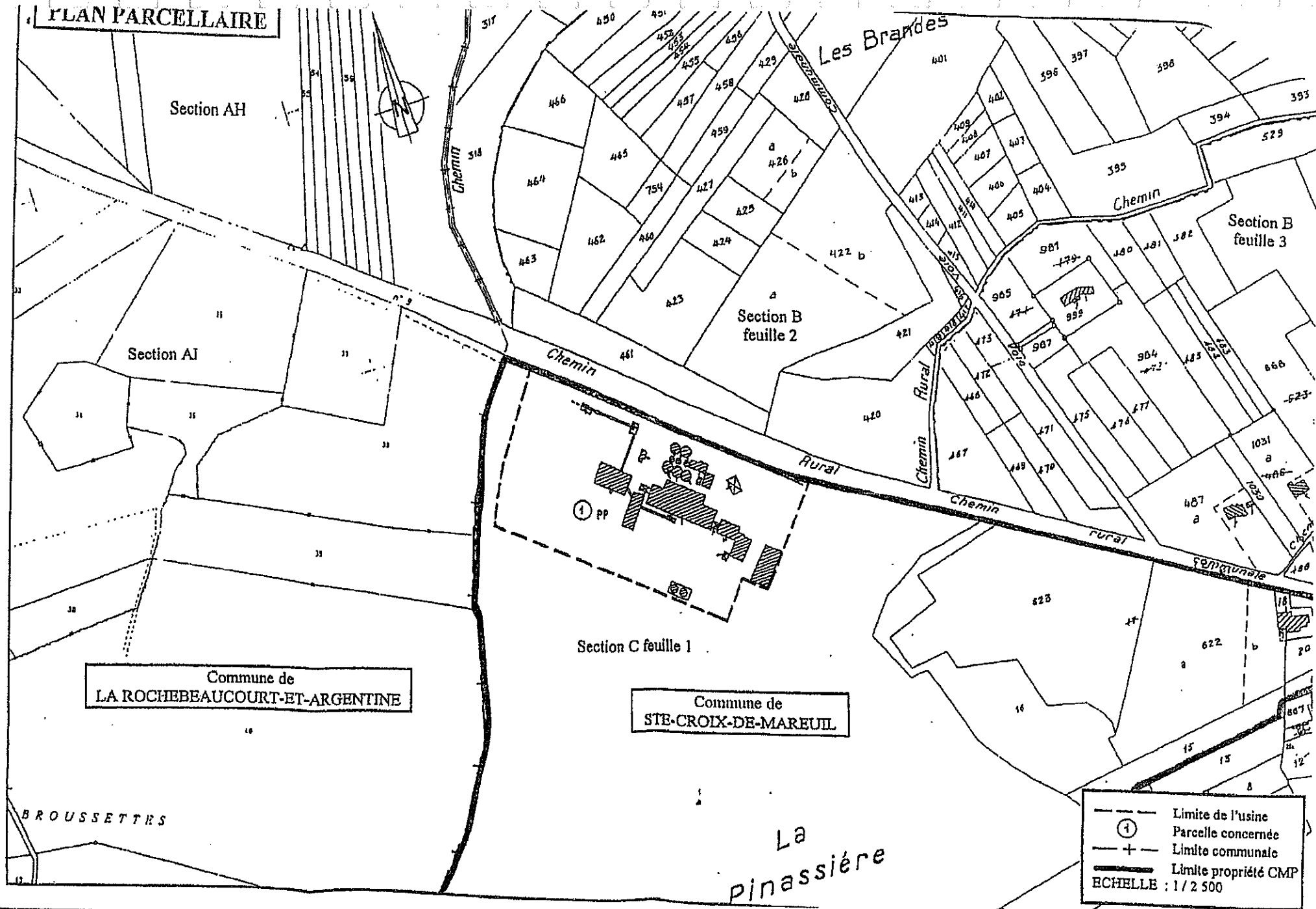
La  
pinassière

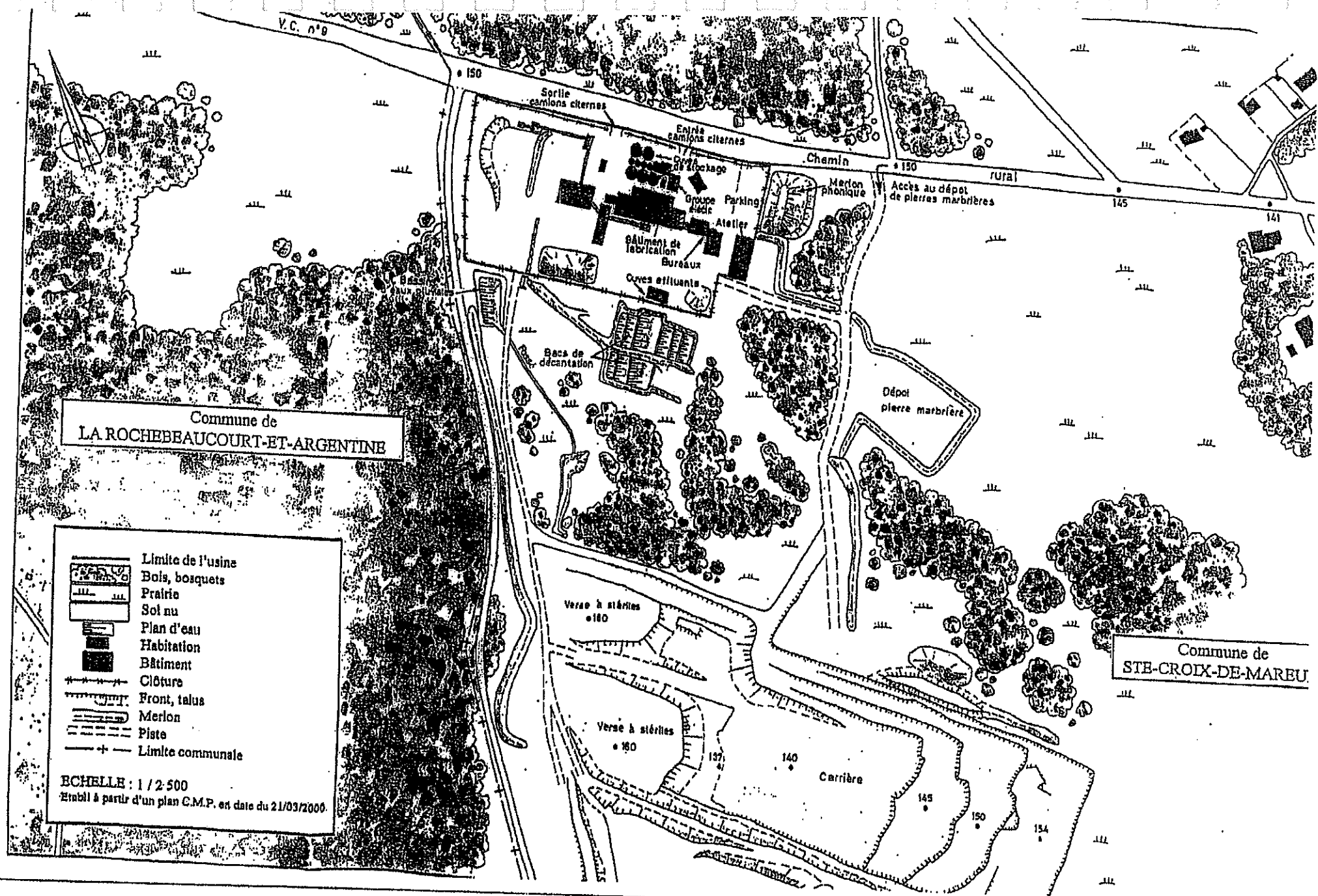
Les Brandes

Section B  
feuille 3

Section B  
feuille 2

— — — Limite de l'usine  
① Parcelle concernée  
+ — — Limite communale  
— — — Limite propriété CMP  
ECHELLE : 1 / 2 500





## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup> :**

La S.N.C. Charges Minérales du Périgord domiciliée Chemin de Halage, 60340 Villiers sous St Lieu est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Ste Croix de Mareuil aux lieux-dits « La Pinassière, Forêt des Plaines » aux conditions du présent arrêté.

Cette activité est visée par la rubrique suivante de la nomenclature des installations-classées :

Désignation de l'activité	Capacité	N° de rubrique	Régime
Exploitation de carrière	Production moyenne : 100 000 t/an  Production maximale : 150 000 t/an	2510.1	Autorisation

**Article 2 :**

Conformément au plan joint à la demande, lequel est annexé à l'original du présent arrêté, ainsi qu'un plan de phasage des travaux et un plan de remise en état du site, l'autorisation porte sur les parcelles cadastrées dans la section C1 sous les n° 1 (partie), 109 (partie).

La surface globale approximative s'élève à 28 ha 68 a 69 ca.

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 6 900 000 tonnes.

Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est de 150 000 tonnes, le tonnage moyen de 100 000 tonnes.

L'autorisation d'exploitation est accordée sous réserve des droits des tiers jusqu'au 27 juin 2019. Les travaux d'extraction des matériaux doivent être arrêtés 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

**Article 3 :**

L'autorisation délivrée vaut, pour une exploitation conforme aux documents et informations figurant dans la demande et dans l'étude d'impact, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions prescrites par le présent arrêté.

**Article 4 :**

Sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, l'exploitant doit se conformer :

- aux dispositions de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières rappelées et complétées par les dispositions du présent arrêté ;
- aux dispositions du code minier et des textes pris pour son application relatives à la sécurité et à l'hygiène du personnel, à la conservation de la carrière et à la bonne utilisation du gisement.

**AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES****Article 5 :**

5.1. L'accès à la voirie publique doit être déterminé en accord avec les services compétents. Il doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Des panneaux A14 doivent être placés aux endroits appropriés.

5.2. Avant le début de l'exploitation, doivent être apposés sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux comportant, en caractères apparents, l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

5.3. Des bornes doivent être placées en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Des bornes de nivellement doivent être mises en place en des points choisis de façon qu'elles puissent rester en place jusqu'à la fin de l'autorisation.

5.4. Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation doit être mis en place en périphérie de cette zone.

5.5. En cas de découverte archéologique, préhistorique ou paléontologique fortuite, l'exploitant doit, conformément aux termes de la loi validée au 27 septembre 1941 portant règlement des fouilles archéologiques, de la loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et de son décret d'application du 16 janvier 2002 avertir monsieur le conservateur régional de l'archéologie d'Aquitaine (54, rue Magendie - 33074 Bordeaux Cedex Tél. 05-57-95-02-33 ) afin que toutes les mesures utiles à la sauvegarde et à l'étude des trouvailles puissent être prises.

# BLOC-DIAGRAMME : PRINCIPE DE REMISE EN ETAT

Le schéma ci-dessous illustre le principe de remise en état, représentatif de leur âge réel.

